

République du Sénégal

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION
ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

**SITUATION
ÉCONOMIQUE ET
FINANCIÈRE EN 2022 ET
PERSPECTIVES 2023**

**Direction de la prévision et des études
économiques**

DPEE

@DPMSP Avril 2023



La situation économique et financière (SEF) est un document d'analyse macroéconomique qui est publié deux fois dans l'année. Celui-ci fait le point sur la situation de 2022 et les perspectives de 2023.

Sous la supervision de		
Mouhamadou Bamba DIOP	Directeur général de la Planification et des Politiques Economiques	
Souleymane DIALLO	Coordonnateur de la Direction générale de la Planification et des Politiques Economiques	
Djibril DIONE	Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques	
Alassane DIALLO	Chef de la Division des Projections Macroéconomiques et du Suivi des Programmes (DPMSP)	
Equipe de rédaction		
Environnement international et Secteur réel	Idrissa	DIAGNE
	Diabel	DIOP
	Abdou	SENE
Finances Publiques	Mamadou	CISSE
	Awa Kane	KONTE
	Abdoulaye	SOW
Balance des Paiements et Monnaie	Hamat	SY
	Aya	GAYE

Table des Matières

RÉSUMÉ.....	4
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1- CROISSANCE ET COMPETITIVITE.....	10
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2022.....	10
1.1.1. Les ressources du PIB	10
1.1.2. Les emplois du PIB	18
1.1.3. Inflation	18
1.1.4. Compétitivité	19
1.1. PERSPECTIVES ECONOMIQUES EN 2023	20
2. FINANCES PUBLIQUES	21
2.1. EXERCICE BUDGETAIRE EN 2022	21
2.1.1. Les recettes.....	21
2.1.2. Les dépenses.....	23
2.1.3. Le financement.....	24
2.1.4. La dette publique.....	24
2.2. PERSPECTIVES BUDGETAIRES EN 2023	25
3. BALANCE DES PAIEMENTS.....	26
3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2022	26
3.1.1. Evolution de la balance courante	26
3.1.2. Evolution du compte de capital et du compte financier	27
3.2. PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNEE 2023.....	27
3.2.1. Evolution de la balance courante	27
3.2.2. Evolution du compte de capital et du compte financier	28
4. SITUATION MONETAIRE	29
4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2022	29
4.1.1. Les avoirs extérieurs nets	29
4.1.2. Les créances intérieures	29
4.1.3. La masse monétaire.....	29
4.2. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE EN 2023.	29
4.2.1. Les avoirs extérieurs nets	30
4.2.2. Les créances intérieures	30
4.2.3. La masse monétaire.....	30
5. RISQUES MACROECONOMIQUES.....	31
ANNEXES.....	33

RÉSUMÉ

Après le fort ralentissement en 2022, les perspectives de l'économie mondiale en 2023 demeurent moroses au regard de la persistance de l'inflation et du relèvement des taux d'intérêts par les banques centrales. En outre, l'économie mondiale devrait continuer à subir les conséquences négatives de la crise entre la Russie et l'Ukraine qui se traduit, entre autres, par des distorsions dans les chaînes d'approvisionnement mondiale. Toutefois, à la faveur de la réouverture des frontières chinoises, une reprise de l'activité économique mondiale reste envisageable. Globalement, l'activité économique mondiale devrait poursuivre sa tendance baissière avec un taux de croissance projeté à 2,8% en 2023 contre 3,4% en 2022 selon la publication du FMI d'avril 2023.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance serait tirée essentiellement par la reprise de l'activité en Chine et, dans une moindre mesure par les pays émergents d'Europe dont les taux de croissance sont projetés en 2023 à 5,2% et 1,2%, respectivement. La décélération économique dans les pays avancés devrait, par contre, se poursuivre en 2023 en liaison avec la baisse de la consommation privée aux Etats-Unis imputable à un éventuel repli du pouvoir d'achat des ménages et à un resserrement des conditions de financement. Aux Etats-Unis, la croissance est attendue à 1,6% en 2023 contre 2,1% en 2022. La zone Euro, pour sa part, devrait continuer de subir les contraintes liées à la crise russo-ukrainienne.

En 2022, l'activité économique interne a été singulièrement marquée par des tensions géopolitiques, notamment, la crise entre la Russie et l'Ukraine et l'embargo du Mali au premier semestre de l'année. Globalement, **l'activité économique est ressortie en hausse de 4,2% en 2022 contre 6,5% en 2021**, soit un ralentissement de 2,3 points de pourcentage.

L'inflation, mesurée par l'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) en 2022, a affiché un record historique de 9,7% contre 2,2% en 2021. Elle est expliquée singulièrement par la fonction « produits alimentaires » (+26,0%) avec un poids de 49,6% dans le panier de biens, des « boissons non alcoolisées » (+14,1%). En revanche, au titre de l'année 2022, la fonction communication a baissé de 1,8% en liaison avec les prix de la communication téléphonique.

L'année 2022 a été caractérisée par d'importantes interventions de l'Etat en termes de subventions et de transferts pour contenir l'impact du renchérissement des prix mais également pour assurer la poursuite des réalisations des infrastructures publiques. Cette dynamique a été favorisée par le rythme d'accroissement des ressources associé à une exécution satisfaisante des dépenses. Globalement, le déficit budgétaire dons compris est ressorti à 1054,2 milliards, soit 6,1% du PIB à fin 2022 contre un déficit de 965,4 milliards (6,3% du PIB) un an auparavant.

Pour ce qui concerne les échanges extérieurs, ils se traduiraient par une forte dégradation du déficit du compte courant de 1596,8 milliards, passant de 1845,0 milliards à 3441,8 milliards. Par conséquent, le solde global de la balance des paiements, qui était excédentaire de 140,0 milliards en 2021, est ressorti en déficit de 62,2 milliards en 2022 et ce, malgré une amélioration du compte

financier d'un montant de 1387,2 milliards. Le compte de capital, pour sa part, s'est amélioré de 13,8 milliards, s'établissant à 136,1 milliards en 2022 essentiellement tiré par les transferts en capital reçu par l'administration publique.

Quant à la situation monétaire en 2022, elle a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets (-62,2 milliards), un accroissement des créances intérieures (+1980,3 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+21,6%).

En 2023, les prévisions s'annoncent bonnes au regard de la production attendue de pétrole et de gaz. A ce titre, en plus de l'impact de la production d'hydrocarbures, l'activité économique au titre de 2023 devrait se consolider à la faveur des effets attendus des différentes mesures de soutien à l'économie nationale, notamment, dans l'agriculture et l'industrie. Par ailleurs, la poursuite de l'exécution du second compact MCA-Sénégal « Power to compact » serait également d'un apport considérable dans la consolidation de l'activité économique. Au total, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 8,8% en 2023 contre une estimation de 4,2% en 2022.

L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, devrait s'établir à 4,1% en 2023 contre une estimation de 8,4% en 2022.

Au titre de l'année 2023, les projections budgétaires ont été élaborées sur des hypothèses d'amélioration des indicateurs à la faveur d'une consolidation de la relance de la croissance économique associée également au démarrage effectif de l'exploitation des ressources gazières et pétrolières. Par ailleurs, la mobilisation des ressources pour l'année 2023 devrait se traduire par des retombées de la mise en œuvre de la Stratégie de recouvrements des recettes à moyen terme (SRMT) engagée depuis 2022. En conséquence, le déficit budgétaire devrait s'améliorer de 0,6 point de pourcentage, passant de 1054,2 milliards réalisés en 2022 (6,1% du PIB) à 1045,4 milliards (5,5% du PIB) projeté en 2023 (LFI).

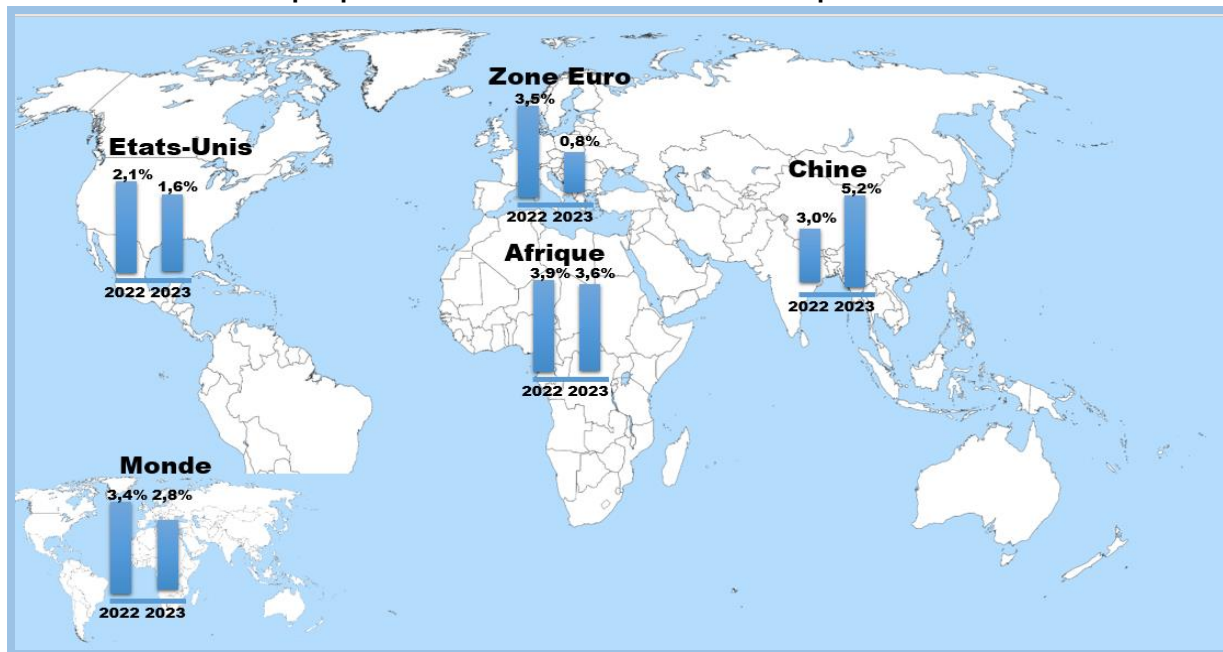
S'agissant des échanges avec le reste du monde, la situation se traduirait par un déficit du compte des transactions courantes de 3 051,9 milliards en 2023 (15,6% du PIB) contre 3 441,8 milliards en 2022 (19,9% du PIB). En outre, le compte de capital se renforcerait de 105,4 milliards en s'établissant à 241,5 milliards en 2023. Par ailleurs, le solde du compte financier se chiffrerait à 2 863,6 milliards. En définitive, le solde global de la balance des paiements, devrait afficher un excédent de 53,2 milliards en 2023.

La situation monétaire, pour sa part, devrait être marquée, en 2023, par une hausse des avoirs extérieurs nets (+53,2 milliards), un accroissement des créances intérieures de 12,9% (+1152,3 milliards) et une expansion de la masse monétaire de 13,4%.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'économie mondiale, après une reprise enregistrée en 2021, a été secouée par des tensions géopolitiques en début d'année 2022 à travers, notamment la crise russo-ukrainienne. Ce conflit a eu comme conséquence le relèvement de l'inflation à l'échelle mondiale qui, à son tour, s'est traduite par le durcissement des conditions de financement, notamment aux Etats-Unis et dans la zone Euro. Ainsi, l'activité économique mondiale a significativement ralenti en 2022. Cette situation est liée, entre autres, à la baisse du pouvoir d'achat des ménages induite par un resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis. Parallèlement, le reconfinement en Chine et l'aggravation de la crise immobilière ont pesé également sur la dynamique de l'économie mondiale. Globalement, les prévisions du FMI du mois d'avril 2023 font ressortir une croissance de l'activité économique mondiale de 3,4% en 2022 contre 6,2% en 2021, soit un repli de 2,8 points de pourcentage, imputable notamment à la révision à la baisse de l'activité économique aux Etats-Unis, en Chine et en Europe.

Graphique 1 : Evolution de l'activité économique mondiale



Source : DPEE/DGPPE/MEPC, avril 2023

Dans les pays avancés, la croissance s'est établie à 2,7% en 2022 contre 5,4% un an plus tôt. Cette décélération de l'activité dans les pays développés est liée au ralentissement de la croissance aux Etats-Unis qui passerait de 5,9% en 2021 à 2,1% en 2022, suite à la hausse du niveau général des prix qui s'est traduite, d'une part, par une baisse de la demande et, d'autre part, par un resserrement des conditions financières imputable à une politique monétaire moins accommodante mise en œuvre pour contrecarrer l'inflation. Les pays de la zone Euro, pour leur part, ont été singulièrement touchés par les effets négatifs de la crise entre la Russie et l'Ukraine ainsi que par le resserrement de la politique monétaire. La croissance dans la zone Euro est estimée à 3,5% en 2022 contre 5,3% un an plus tôt. Cette orientation s'explique par l'activité en France (+2,6% en 2022 contre 6,8% en 2021), en Italie (+3,7% en 2022 contre 6,7% en 2021) et en Allemagne (+1,8% en 2022 contre +2,6% en 2021).

L'activité économique dans les pays avancés a été également plombée par le ralentissement au Royaume-Uni et au Canada avec des taux de croissance respectifs de 4,0% et 3,4% en 2022 contre 7,6% et 5,0% en 2021.

S'agissant des pays émergents et en développement, la décélération de l'activité économique en 2022 s'explique principalement par la situation économique des pays émergents d'Asie, notamment, la Chine et l'Inde. En effet, la croissance de l'économie chinoise a chuté à 3,0% en 2022 après 8,4% en 2021, en rapport avec les mesures de confinement face à une résurgence des cas de Covid-19 en plus des contre coups subis par le sous-secteur de l'immobilier. La croissance en Inde a aussi ralenti et est passée de 8,7% en 2021 à 6,8% en 2022, sous l'effet des conditions extérieures moins favorables en sus d'une politique de restriction plus rapide. La crise entre la Russie et l'Ukraine a particulièrement touché les économies dans les pays en développement d'Europe (Russie, Ukraine, Pologne, etc.) dont la croissance est ressortie à 0,8% en 2022 contre 6,9% en 2021. Par ailleurs, dans les pays émergents d'Amérique latine et des Caraïbes, l'activité économique est évaluée en hausse de 4,0% en 2022 contre une estimation de 7,0% en 2021 en liaison essentiellement avec la situation économique au Brésil et au Mexique. En revanche, malgré la flambée des prix des produits de base, la croissance dans les pays émergents d'Afrique sub-saharienne est restée légèrement dynamique, passant de 4,7% en 2021 à 3,9% en 2022. Elle a été soutenue, principalement, par la croissance au Nigeria qui est ressortie à 3,3% en 2022 contre 3,6% un an plus tôt. Globalement, la croissance dans les pays émergents et en développement est estimée à 4,0% en 2022 contre 6,7% en 2021.

Les perspectives de l'économie mondiale en 2023 demeurent moroses aux regards de la baisse attendue de la consommation privée aux Etats-Unis, en liaison avec la poursuite des mesures de resserrement de la politique monétaire pour maîtriser l'inflation. Cette dernière devrait rester élevée à la suite du fort relèvement des cours des matières premières imputable en partie à la crise entre la Russie et l'Ukraine en plus des difficultés déjà relevées dans les chaînes d'approvisionnement des produits de base. Globalement, l'activité économique mondiale devrait poursuivre sa tendance baissière avec un taux de croissance projeté à 2,8% en 2023.

La décélération économique dans les pays avancés devrait se poursuivre en 2023 en liaison avec la baisse de la consommation privée aux Etats-Unis imputable à un éventuel repli du pouvoir d'achat des ménages et d'un resserrement des conditions de financement. Aux Etats-Unis, la croissance est attendue à 1,6% en 2023 contre 2,1% en 2022. La zone Euro, pour sa part, devrait continuer de subir les contraintes liées aux sanctions infligées à la Russie et aux effets négatifs induits par la crise en Ukraine. La croissance dans la zone Euro est projetée à 0,8% en 2023 et serait portée par l'Espagne (+1,5%) et la France (+0,7%). Par ailleurs, la croissance au Royaume-Uni est attendue en baisse de 0,3% en 2023 contre +4,0% un an plus tôt.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance serait tirée essentiellement par la reprise de l'activité en Chine et en Inde dont les taux de croissance sont projetés en 2023 à 5,2% et 5,9% respectivement. En Afrique subsaharienne, les perspectives de croissance en 2023 se stabiliseraient à 3,6%. L'Afrique du sud et le Nigeria afficheraient ainsi des taux de croissance respectifs de 0,1% et 3,2%. Au sein de l'Union économique monétaire ouest africain (UEMOA), l'activité économique est estimée en hausse de 5,7% en 2022 et devrait se relancer en 2023 pour s'établir à 6,1%.

Concernant le **commerce international**, il est soumis à des contraintes majeures qui devraient plomber son dynamisme sur la période 2022-2023. Globalement, le volume du commerce international a ralenti en 2022, affichant ainsi une hausse de 5,1% contre un bond de 10,4% en 2021. Ce ralentissement s'explique par le tassement du commerce dans les pays émergents et en développement (+3,5% en 2022 contre +12,1% en 2021) et des pays avancés (+6,6% en 2022 contre +9,4% en 2021). Cette orientation devrait se poursuivre en 2023 avec une hausse des échanges mondiaux de 2,4% en phase avec le ralentissement attendu dans les différents grands groupes de pays.

S'agissant de **l'inflation mondiale**, elle a progressé en liaison avec le relèvement des cours des matières premières de base avec un taux global évalué à 8,7% en 2022 contre 4,7% en 2021. Dans les pays émergents et en développement, les prix à la consommation ont augmenté de 9,8% en 2022 contre 5,9% un an plus tôt. Dans les pays avancés, le niveau général des prix s'est établi à 7,3% en 2022 contre 3,1% en 2021. En 2023, dans un contexte d'anticipation d'une politique monétaire moins accommodante, les pressions inflationnistes devraient se poursuivre mais dans une moindre mesure avec un niveau attendu à 4,7% dans les pays avancés et à 8,6% dans les économies émergentes contre respectivement 7,3% et 9,8% en 2022. Au niveau mondial, l'inflation est projetée à 7,0% en 2023.

Pour ce qui est du **cours du pétrole** en 2022, la tendance haussière s'est poursuivie avec le maintien des sanctions imposées par l'Union européenne au pétrole russe. De plus, les anticipations des sept (07) pays exportateurs de pétrole, sur le plafonnement du prix du pétrole russe, a exacerbé les cours de l'or noir. Ainsi, selon les prévisions du FMI publiées en avril 2023, le cours du baril de pétrole (WTI) a progressé de 39,2%, passant de 69,2 dollars en 2021 à 96,3 dollars en 2022. En revanche, en 2023, le cours du baril s'établirait à 73,1 dollars, soit un repli de 24,1% par rapport à 2022. Concernant les cours des autres matières premières (hors combustibles), ils ont affiché une hausse de 7,4% en 2022, en liaison avec la hausse des produits pétroliers et devraient se replier de 2,8% en 2023.

Quant aux **marchés financiers** mondiaux, la plupart des banques centrales misent sur des politiques monétaires moins accommodantes pour atténuer le relèvement des prix. Le resserrement des conditions financières exercerait des pressions sur les positions budgétaires et extérieures des pays

émergents et en développement et devrait entraîner un renforcement du rôle du soutien des institutions multilatérales dans les années à venir. Avec la hausse des taux d'intérêt dans les pays avancés et le resserrement des conditions financières au niveau mondial, la vulnérabilité de la dette et les risques de financement augmenteraient pour les émetteurs de titres des pays émergents ; le resserrement étant particulièrement marqué pour les émetteurs moins bien notés par les agences de notation.

1- CROISSANCE ET COMPÉTITIVITÉ

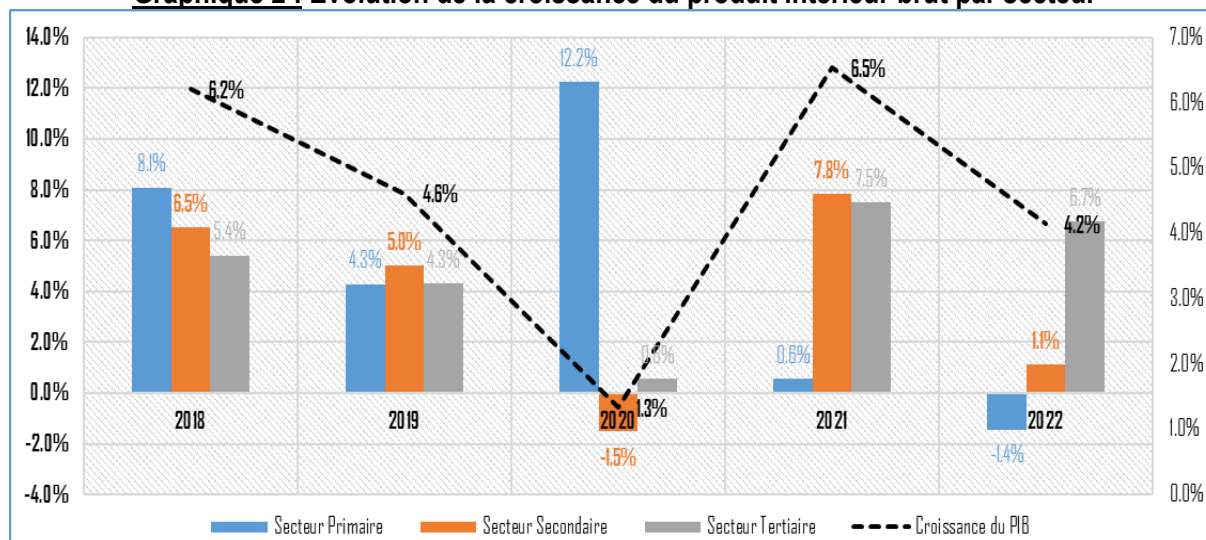
1.1. ESTIMATION DES RESSOURCES ET EMPLOIS DU PIB EN 2022

1.1.1. LES RESSOURCES DU PIB

L'activité économique interne en 2022 a été singulièrement affectée par des tensions géopolitiques, notamment, la crise entre la Russie et l'Ukraine et l'embargo à l'encontre du Mali au premier semestre de la même année. Par ailleurs, elle a été aussi touchée en 2022 par le fort relèvement des prix qui a fortement affecté la dynamique du secteur secondaire. Parallèlement, pour lutter contre la vie chère et freiner les tensions inflationnistes, les autorités ont pris une batterie de mesures pour baisser les prix intérieurs et soutenir l'activité économique.

Globalement, **l'activité économique est estimée en hausse de 4,2% en 2022 contre 6,5% en 2021**. Ce ralentissement est lié à la décélération de l'activité économique dans les secteurs secondaire (+1,1%) et une baisse dans le primaire (-1,4%). Le tertiaire, pour sa part, ressort avec une croissance de 6,7% en 2022, poursuivant ainsi son dynamisme enclenché en 2021 après la contraction en 2020.

Graphique 2 : Evolution de la croissance du produit intérieur brut par secteur



Sources : DGPPE/DPEE, mars 2023

Malgré les mesures de soutien des autorités, le **secteur primaire** poursuit sa tendance baissière expliquée principalement par les contre-performances enregistrées dans les sous-secteurs de l'agriculture et de la pêche. En revanche, les mesures de soutien au secteur de l'élevage ont permis d'atténuer le repli relevé dans le secteur primaire. **Au total, l'activité dans le secteur primaire est estimée en baisse de 1,4% en 2022 contre une hausse de 0,6% un an plus tôt.**

Malgré la bonne répartition spatio-temporelle de la pluviométrie sur l'étendue du territoire, le sous-secteur « **agricole et des activités annexes** » s'est inscrit en retrait en 2022. Toutefois, l'Etat a poursuivi son programme agricole qui a permis de mettre à la disposition des agriculteurs des intrants de qualité, notamment, des semences écrémées et certifiées ainsi que des matériaux agricoles adaptés dans le cadre du renforcement de la productivité agricole, en sus des directives prises dans le cadre de

la protection des végétaux pour minimiser les attaques sur la production agricole. Ces efforts ont été conjugués aux réformes entreprises par l'État dans le cadre du programme national de relance de l'horticulture (PNRH) ainsi que la mise en exploitation des domaines agricoles communautaires (DAC). Malgré tous ces efforts, les résultats de la campagne agricole 2022/2023 ont été très mitigés. En effet, la baisse de la production agricole est globalement expliquée par la chute de la production d'arachide (-10,5%), de Niébé (-36,4%), de pastèques (-7,4%) et des produits horticoles (-2,3%). Le repli de la production horticole est imputable à la contreperformance de la production de légumes (-2,7%) et de fruits (-0,6%). Cette orientation baissière a été, toutefois, atténuée par le renforcement de la production céréalière de 5,3% en 2022 ; laquelle s'est traduite par les hausses de la production de mil (+5,5%), de sorgho (+3,0%), du riz paddy (+6,2%) et du maïs (+4,4%). Au total, l'activité du sous-secteur agricole s'est contractée de 3,4% en 2022 après la légère hausse de 0,6% enregistrée en 2021.

Tableau 1 : Résultats provisoires des campagnes agricoles 2022/2023

Production horticole	2021	2022	Variation	Production Agricole	2021	2022	Variation
Oignon	435 000	420 000	-3,4%	Arachide	1 677 804	1 501 498	-10,5%
Pomme de terre	143 640	140 500	-2,2%	Niebe	239 194	152 211	-36,4%
Tomate industrielle	88 350	84 000	-4,9%	Manioc	1 328 889	1 322 803	-0,5%
Tomate cerise	66 700	67 000	0,4%	Pasteque	1 611 188	1 492 625	-7,4%
Melon	25 308	25 500	0,8%	Sesame	37 586	40 401	7,5%
Haricot vert	21 122	20 300	-3,9%	Cultures industrielle	4 916 041	4 509 538	-8,3%
Chou pommé	159 166	155 000	-2,6%	Mil	1 039 860	1 097 033	-9,2%
Gombo	21 250	21 500	1,2%	Sorgho	352 474	363 164	-6,6%
Patate douce	107 670	110 600	2,7%	Mais	754 621	787 750	-1,0%
Carotte	30 000	28 500	-5,0%	Riz	1 326 761	1 409 120	2,4%
Bissap	1 500	1 480	-1,3%	Fonio	6 678	6 623	-1,2%
Autres légumes	205 000	195 500	-4,6%	Cereales	3 480 394	3 663 690	5,3%
Légumes	1 304 706	1 269 880	-2,7%				
Mangue	122 905	121 500	-1,1%				
Banane	35 500	36 000	1,4%				
Agrumes	58 000	58 400	0,7%				
Autres fruitiers	62 550	61 500	-1,7%				
Fruits	278 955	277 400	-0,6%				
Total fruits et légumes	1 583 661	1 547 280	-2,3%				

Sources : DAPSA-DHORT/DPEE

Concernant le sous-secteur de la pêche, il affiche quelques difficultés depuis 2020. Ainsi, en 2022, l'activité du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture est estimée en retrait de 4,9% suite au repli relevé en 2021 (-6,4%). La contreperformance en 2022 est imputable aussi bien à la pêche industrielle (-3,1%) qu'artisanale (-6,0%). En effet, le repli de la pêche industrielle est expliqué par une baisse des débarquements de bateaux dont le nombre est passé de 3699 navires en 2021 à 3473 navires en 2022. Quant à la pêche artisanale, le mauvais résultat noté sur la période est tributaire de la contraction des débarquements dans les régions de Thiès (-16,3%) et Dakar (-14,5%), suite à la rareté progressive des espèces liée notamment aux changements climatiques.

Le sous-secteur de l'élevage, par contre, est resté vigoureux en 2022 à la faveur des efforts substantiels des autorités dans le cadre du Plan national de Développement de l'Élevage (PNDE). Le sous-secteur a été soutenu par la performance des abatages contrôlés, notamment, de caprins (+18,1%). En outre, le sous-secteur a tiré profit de la relance de l'élevage de volaille famille (+14,0%) et d'animaux sur pied (+3,0%). Par ailleurs, la bonne progression de la production d'œufs (+2,4%) et de poussins industriels (+2,4%) a contribué à la bonne tenue du sous-secteur en 2022. Le sous-secteur a également profité de la bonne tenue de la production de lait évaluée à 287,9 millions de litres en 2022 bénéficiant des effets du projet d'appui au développement de la filière laitière (PRADELAIT) initié par les autorités sénégalaises. Par ailleurs, le secteur de l'élevage s'est bonifié aussi avec, notamment, des efforts de l'État dans le cadre de la poursuite du programme d'appui à l'autosuffisance en moutons de tabaski (PRONAM) et du programme de développement des cultures fourragères (PDCF). Globalement, l'activité du sous-secteur de l'élevage, est estimée en hausse de 5,0% en 2022 contre 1,8% un an plus tôt.

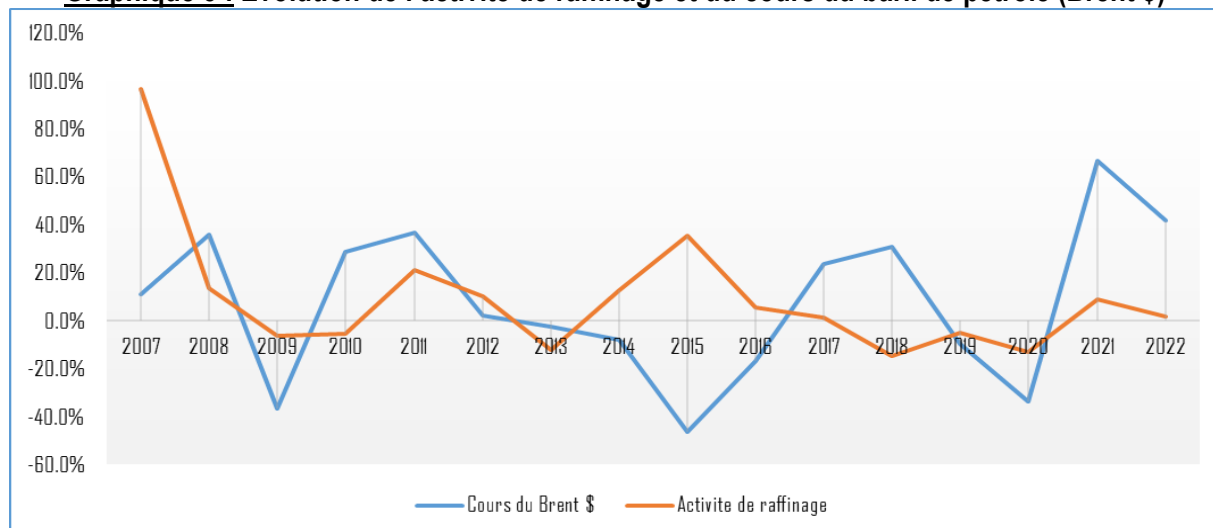
Au niveau du **secteur secondaire**, l'activité en 2022 a été singulièrement affectée par un environnement international moins reluisant doublé d'une conjoncture interne marquée par une forte inflation sur les intrants intermédiaires. En effet, les contraintes dans la chaîne d'approvisionnement en biens et le renchérissement des cours des produits de base dans le monde ont rendu l'accès difficile aux intrants pour les entreprises sénégalaises. La contribution du secteur secondaire à la croissance en 2022 s'est établie à 0,3 point de pourcentage. **Ainsi, l'activité du secteur est estimée en hausse de 1,1% contre une progression de 7,8% un an plus tôt, soit un ralentissement de 6,7 points de pourcentage.** Celui-ci s'explique, notamment, par les contreperformances relevées dans les activités extractives (-4,9% contre +16,6% en 2021), les agro-alimentaires (+1% contre +5,9% en 2021), les matériaux de construction (-0,7% contre +10,6% en 2021) et la construction (+2,2% contre +8,1% en 2021).

En 2022, les **activités extractives** ont été affectées par une conjoncture internationale morose. En effet, la contraction de la production d'or de 10,2% est expliquée, d'une part, par la baisse de la teneur en or au niveau des sites d'exploitation et, d'autre part, par le repli de la demande en or, malgré le relèvement des cours dudit produit sur le marché international. Pour rappel, sur la base des comptes nationaux de 2021, l'or représente 53,5% du poids du secteur extractif. S'agissant de la production de phosphate, elle s'est inscrite en retrait de 0,4% en 2022 malgré la hausse vertigineuse des cours du phosphate de 116,0% en 2022. Le secteur des extractives a été, également, marqué par le repli de la production de sable (-23,9%) en liaison avec le ralentissement de l'activité de construction. Par ailleurs, la production de sel et natron s'est contractée de 7,5% suite à la baisse de la demande adressée au Sénégal. En revanche, le sous-secteur extractif a bénéficié de la bonne tenue de la production d'attapulгите et de zircon qui ont progressé respectivement de 9,2% et 6,7% en 2022, sous l'impulsion

de la demande étrangère, notamment européenne. En somme, les activités extractives se sont contractées de 4,9% en 2022 contre une hausse de 16,6% en 2021.

L'**activité de raffinage** s'est inscrite en ralentissement avec une croissance estimée à 1,6% en 2022 contre 8,7% un an plus tôt. Elle a été singulièrement marquée par la hausse des cours du pétrole, notamment, le brent qui a affiché une hausse de 41,7%, passant ainsi de 70,4 dollars en 2021 à 99,8 dollars en 2022. Cette situation s'est traduite par une baisse des importations de pétrole brut de 2,4% matérialisée par une suspension des importations dudit produit de janvier à août 2022.

Graphique 3 : Evolution de l'activité de raffinage et du cours du baril de pétrole (Brent \$)

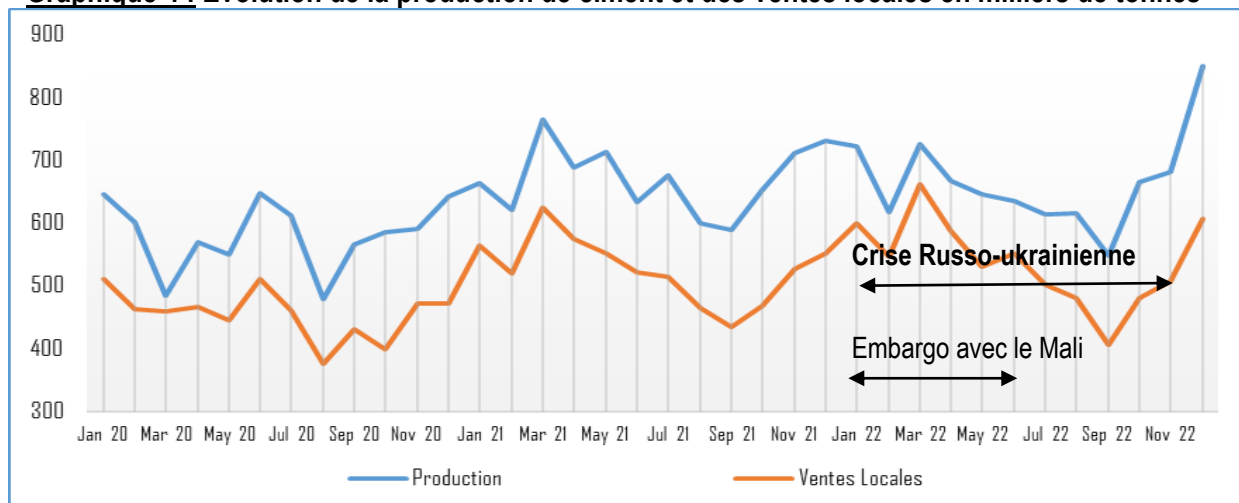


Source : DPEE, avril 2023

S'agissant de la **fabrication des matériaux de construction**, l'activité s'est contractée de 0,7% par rapport à l'année dernière, du fait de la baisse des exportations de 15,2% en 2022 imputable aux restrictions des ventes vers le Mali consécutives aux sanctions de la CEDEAO vis-à-vis de ce pays sur le premier semestre et du relèvement des prix du ciment sur le marché intérieur. Ensuite, du côté de la demande, les effets de la crise russo-ukrainienne se sont traduits par une hausse vertigineuse des intrants, notamment, le clinker et la houille qui a entraîné un fort ralentissement de la production de ciment.

Dans le sous-secteur de la **construction**, l'activité a ralenti en ligne avec la contraction au niveau des industries de fabrication de matériaux de construction, malgré la poursuite de l'exécution des grands travaux de l'État, notamment, le BRT, le programme de construction des autoponts pour décongestionner les embouteillages dans les grandes artères, la poursuite des aménagements du pôle urbain de Diamniadio et le développement de celui de Lac Rose. En 2022, les ventes locales de ciment se sont consolidées de 2,3%, en dépit de l'augmentation du prix du ciment sur le marché intérieur. Globalement, l'activité de construction est estimée en hausse de 2,2% contre 8,1% un an plus tôt.

Graphique 4 : Evolution de la production de ciment et des ventes locales en milliers de tonnes



Source : DPEE, avril 2023

Concernant la **fabrication de produits agroalimentaires**, la croissance est estimée à 1,0% contre 5,6% en 2021, soit un net ralentissement de 4,6 points de pourcentage. La situation de ce sous-secteur s'explique principalement par les difficultés notées dans la chaîne d'approvisionnement en biens dans le monde en plus des problèmes d'accès et du renchérissement des prix des intrants. Le tassement de l'activité de la fabrication de produits agro-alimentaires est essentiellement expliqué par la contraction relevée dans les sous-branches telles que la conservation et la transformation de poissons (-3,1%), de conserve de fruits et légumes (-3,5%), la fabrication d'autres produits alimentaires à base de céréales (-12,1%) et les produits à base de tabac (-11,8%). En revanche, d'autres sous-branches de l'agroalimentaire ont affiché des performances relativement meilleures, atténuant ainsi le ralentissement dudit sous-secteur. En effet, la branche « fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires » (+11,9%) a bénéficié d'un meilleur encadrement de la filière laitière, notamment sur le plan de la fiscalité, afin de réduire les coûts de production et renforcer la compétitivité des entreprises. La fabrication de « sucre, chocolaterie et confiserie » et celle de boissons se sont maintenues également sur une bonne dynamique avec des hausses de 4,6% et 6,5% respectivement. La fabrication de produits alimentaires à base de céréales ainsi que la fabrication de corps gras alimentaire se sont bonifiées durant en 2022 pour s'établir à 4,8% et 0,1%. La fabrication de riz décortiqué et celle d'aliments pour animaux se sont confortées de 3,7% et 0,6% respectivement en 2022.

Dans le sous-secteur de **l'électricité et du gaz**, l'activité s'est bien tenue en 2022 avec une consolidation de la production grâce à la vigueur de la demande locale et des exportations. En effet, la consommation en basse tension s'est consolidée de 12,5%, à la faveur d'un renforcement de la demande des ménages sur la période. Les segments « moyenne tension » et « haute tension » se sont respectivement renforcés de 7,7% et de 23,0% sur la période en 2022 comparativement à 2021. Les exportations d'électricité ont fortement augmenté sur cette période (+952,5%) à la faveur de la demande de la Gambie. L'offre d'électricité s'est également bonifiée avec la mise en service en mai

2022 des centrales de Gouina (46 Mégawatts) et de Malicounda Power (125 Mégawatts), pour répondre à la demande soutenue aussi bien nationale qu'étrangère. Au total, la production d'électricité s'est renforcée de 9,2% en 2022 contre 6,5% l'année précédente, suite à l'élargissement de l'offre des producteurs indépendants et au renforcement de l'accès à l'électricité des populations ; notamment en milieu rural.

Dans le secteur de **l'hydraulique et de l'assainissement**, l'activité est ressortie en hausse de 6,6% en 2022 contre 7,1% en 2021, avec le renforcement de la production d'eau depuis la mise en service de l'usine de KMS3 et de la poursuite de l'exécution des projets inscrits dans le cadre du PUDC et du PEPAM. Le volet assainissement connaît également des avancées notoires, malgré les insuffisances relevées pour satisfaire la demande. Toutefois, des efforts ont été consentis à travers les importants projets et programmes mis en œuvre dans le secteur, notamment, le programme national de lutte contre les inondations et le renforcement des systèmes à égouts avec les réalisations de Promo-Villes.

S'agissant du sous-secteur de la fabrication de **produits chimiques**, l'activité s'est bien confortée en 2022. Le dynamisme de la production des industries chimiques est corroboré par la stabilité de la production d'acide phosphorique (+0,9%) et les autres produits chimiques malgré le repli de la production d'engrais de 48,1% sur la période sous-revue. Globalement, sur l'année 2022, la branche de la fabrication de produits chimiques affiche une croissance de 4,0%, soit en ralentissement d'environ de 1,3 point de pourcentage par rapport à 2021.

Le **secteur tertiaire** est resté dynamique en 2022 suite aux différentes mesures de soutien initiées par les autorités sénégalaises malgré le repli du secteur primaire et du ralentissement relevé dans le secondaire. **Ainsi, l'activité du secteur tertiaire ressort avec une croissance de 6,7% en 2022 contre une 7,5% en 2021, soit une contribution estimée à 3,5 points de pourcentage à la croissance du PIB.** L'essentiel des branches d'activités, notamment, le commerce, le transport, les services d'hébergement et restauration, l'information et la communication et les « services spécialisés, scientifiques et techniques » ont contribué au maintien du dynamisme du secteur tertiaire.

Les **activités commerciales** sont restées dynamiques avec une hausse de 6,2% en 2022 contre 4,5% en 2022, sous l'effet d'un raffermissement de la demande, dans un environnement interne marqué par un relèvement conséquent des prix intérieurs. Cette estimation est corroborée par la bonne tenue de l'activité formelle en terme nominal des ventes de détail (+18,1%) et de gros (+14,6%) en 2022. L'activité de commerce a aussi profité de la bonne orientation de certaines spéculations dans le sous-secteur agricole ainsi que la réorientation de l'activité de la Société africaine de raffinage dans la commercialisation de produits raffinés en liaison avec la forte hausse du cours du pétrole brut.

Le sous-secteur des **transports** a profité du dynamisme de certaines branches du secondaire, des activités portuaires, du commerce et des retombées de l'exploitation commerciale du TER qui a

débuté depuis fin janvier 2022. Le sous-secteur a également bénéficié de la réhabilitation de certaines routes et de la mise en services de nouvelles infrastructures routières. Au total, la croissance de l'activité des transports est estimée à 8,0% en 2022 contre 7,5% en 2021.

Concernant les services **d'hébergement et de restauration**, ce sous-secteur est en train de se relever des suites de la pandémie à coronavirus. Il a bien évidemment bénéficié d'ambitieux programmes initiés par les autorités dans le cadre du développement des infrastructures aéroportuaires ainsi que le développement de la sécurité et de la sûreté des transports. En plus, le secteur hôtelier a profité du programme de développement de l'offre touristique et des appuis de l'Etat à travers le relèvement du crédit hôtelier. Au total, la croissance des services d'hébergement et de restauration est ressortie à 26,5% en 2022 contre 9,8% en 2021.

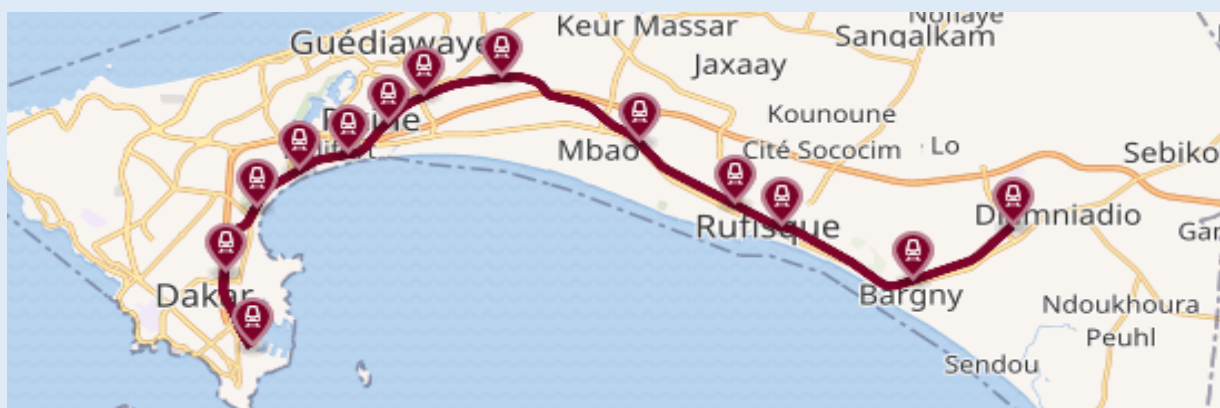
Les **services financiers et d'assurance** ont suivi la dynamique de l'économie en répondant à la demande dont celle en produits d'assurance en rapport, d'une part, avec les objectifs de productions du sous-secteur agricole et, d'autre part, l'Etat et le secteur privé dans le cadre du financement de l'économie. En effet, les crédits à l'économie ont progressé de 20,0% en 2022 contre 9,5% en 2021. Ainsi, le sous-secteur est ressorti en hausse de 10,4% en 2022, soit un gain de près de 1,5 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Les **activités immobilières**, pour leur part, sont restées dynamiques avec une hausse estimée à 4,5% en 2022 contre 5,6% un an plus tôt. Ce résultat reflète la poursuite des programmes en cours d'exécution, notamment, à la périphérie de Dakar, en l'occurrence dans les zones urbaines de Diamniadio et de Lac Rose.

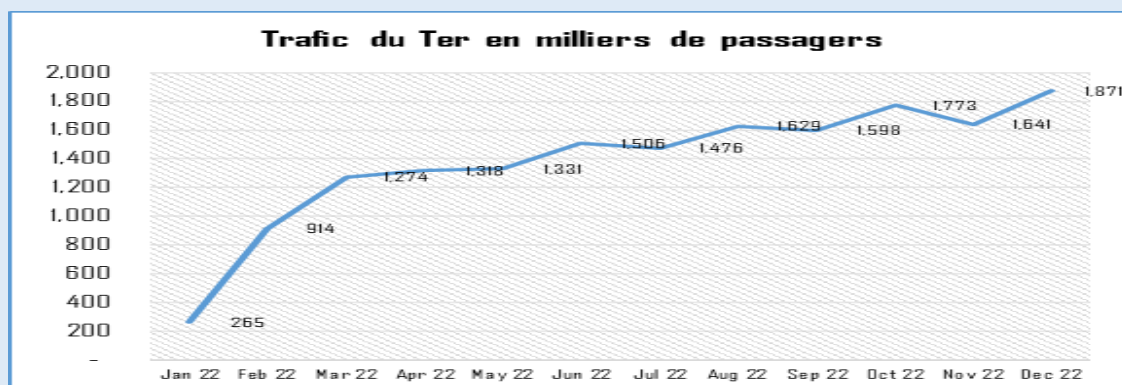
Encadre 1 : Le TER : le transport autrement

Lancé en 2016, le projet du Train Express Régional (TER) est l'un des projets majeurs du PSE à travers son axe 1 portant sur la transformation structurelle de l'économie sénégalaise dans un environnement des affaires attractifs et des investissements structurants. Le TER vise principalement à désengorger DAKAR, qui concentre sur 0,3% de la superficie du Sénégal le cinquième des activités économiques du pays et environ le quart de la population. A cet effet, la contrainte de mobilité fut un défi à relever vu les limites du Petit Train Bleu (PTB). Avec le TER, les capacités potentielles du secteur ferroviaire passent de 15.000 passagers/jour à 115.000 passagers/jour.

Mise en circulation en décembre 2021 et commercialisé en janvier 2022, le TER a enregistré un engouement important chez les dakarois, vu la rapidité de mobilité qu'il offre, au-delà du confort, en reliant le tronçon Diamniadio-Dakar en 45 min. La société d'exploitation dispose d'une flotte qui sera à terme de 15 rames, avec un fonctionnement bimodal (électricité et carburant) pour desservir les 13 gares sur un linéaire de 36 km toutes les 10 min.



Depuis le début de l'exploitation commerciale, le 17 janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022, le TER a transporté environ 16 595 653 passagers, soit en moyenne 47 689 passagers par jour.



L'activité du secteur tertiaire a bénéficié des performances des services **d'information et de communication** soutenues par la téléphonie mobile et le segment internet. En effet, le volume cumulé des communications du segment mobile a augmenté de 11,1% en 2022 comparé à 2021. Le parc de l'internet a affiché une hausse de 5,8% avec un taux de pénétration sur ce segment de marché de 97,9% à fin décembre 2022. Globalement, le secteur de l'information et de la communication est ressorti en hausse de 8,1% en 2022 contre 8,8% un an plus tôt. Ce dynamisme est soutenu par le segment télécommunication qui a progressé de 10,9% en 2022.

Par ailleurs, la bonne tenue des services de soutien au bureau, des activités à caractère personnel et des activités de la santé et de l'action sociale qui ont progressé respectivement de 6,8%, 33,7% et 6,2% ont contribué également à maintenir le dynamisme du secteur tertiaire.

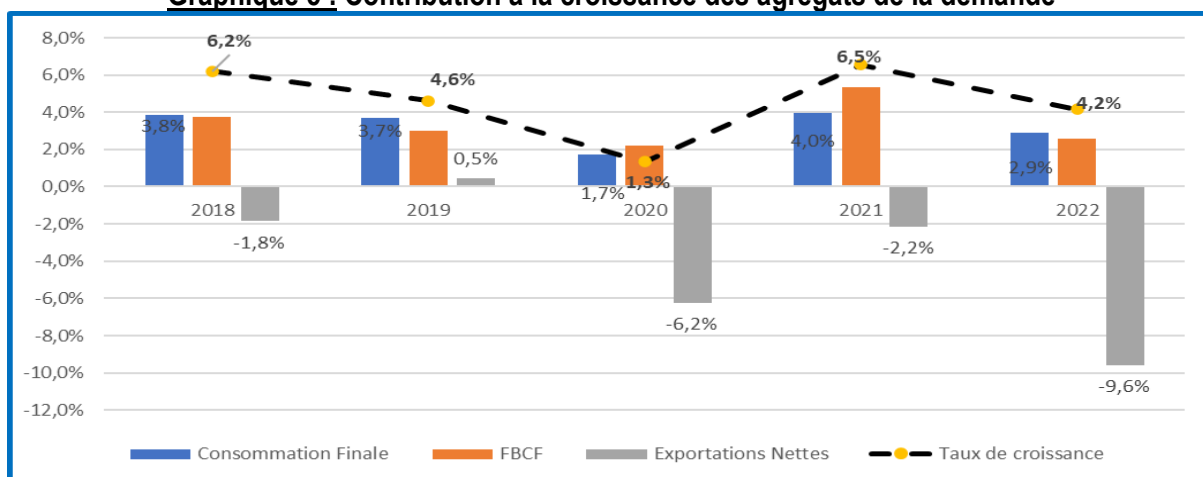
1.1.2. LES EMPLOIS DU PIB

Au titre **de la demande** en 2022, la consommation finale est estimée en hausse de 3,5% contre 4,8% l'année précédente. Ce ralentissement est expliqué, entre autres, par le choc inflationniste mondial qui a affecté autant la production au niveau national mais également l'approvisionnement via les importations de biens et services touchées également par la crise russo-ukrainienne. La consommation de la consommation finale est soutenue par la composante publique qui s'est consolidée de 6,4% ; le segment privé, pour sa part, a affiché une hausse de 2,9%. Au total, la consommation finale a représenté 82,5% du PIB en 2022 contre 81,3% en 2021, ce qui porte le taux d'épargne intérieure à 17,5%, soit une détérioration de 1,2 point de pourcentage par rapport à 2021.

L'investissement, mesuré par la Formation brute de capital fixe (FBCF), s'est amélioré pour s'établir à 35,9% du PIB en 2022 (contre 34,0% du PIB en 2021). Ainsi, la FBCF affiche une progression de 7,2% en 2022 ; laquelle est impulsée par l'investissement privé en liaison avec le renforcement des IDE en perspective du démarrage de l'exploitation pétrolière et gazière et la réalisation des investissements structurants dans le cadre du PAP2A. Toutefois, il est relevé un repli de la FBCF publique qui s'est contractée de 9,7% par rapport à l'année précédente.

Globalement, la demande intérieure (hors variation de stock) est ressortie en hausse de 4,6% en 2022 contre 8,1% en 2021. Du côté de la demande extérieure, les importations et les exportations de biens et services se sont renforcées respectivement de 23,8% et 8,1% en 2022.

Graphique 5 : Contribution à la croissance des agrégats de la demande



Source : DGPPE/DPEE, avril 2023

1.1.3. INFLATION

L'année 2022 a été marquée par un renchérissement des prix intérieurs imputable à une conjoncture internationale beaucoup moins favorable. En effet, l'inflation mesurée par le déflateur du PIB est estimée à 8,4% contre 1,6% en 2021.

Quant à l'inflation mesurée par l'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC), elle est ressortie à 9,7% en 2022 contre 2,2% en 2021. Cette forte progression est essentiellement expliquée par le renchérissement des produits alimentaires de 13,4%. En revanche, au titre de l'année 2022, la fonction communication a baissé de 1,8% en liaison des prix de la communication téléphonique. En termes d'origine, l'inflation est expliquée principalement par le relèvement des produits locaux de 11,2% ; l'inflation importée s'est établie, quant à elle, à 5,6%.

Encadre 2 : L'évolution du niveau général des prix au Sénégal

L'économie mondiale a été singulièrement secouée par des crises majeures aux conséquences néfastes sur le plan économique et social. Après la reprise notée en 2021, une hausse vertigineuse des denrées alimentaires et des produits énergétiques a commencé à se sentir dans le monde, dès le premier semestre de 2021, en particulier, aux Etats-Unis et dans les pays développés. Ensuite, la crise entre la Russie et l'Ukraine a exacerbé le relèvement des cours des matières premières de base avec comme corollaire le renchérissement des prix à la consommation à l'échelle mondiale. Globalement, le niveau des prix dans les pays avancés a progressé de 7,3% en 2022 et devrait s'établir à 4,6% en 2023. Au niveau des pays émergents, l'inflation est estimée à 9,9% en 2022 et prévue à 8,1% en 2023.

Cette conjoncture internationale n'a pas été sans conséquence sur le niveau des prix intérieurs. En 2022, l'inflation mesurée par l'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) est ressortie à 9,7%. Ce relèvement du niveau général des prix est expliqué essentiellement par le renchérissement des produits alimentaires (+15,1%), notamment, les produits céréaliers et les produits dérivés (+8,9%), de la viande (+15,0%), du poisson (+21,9%), de l'huile et du beurre (+11,6%) et des légumes et tubercules (+21,0%). Par ailleurs, une lecture sur l'origine de l'inflation montre un certain désalignement dans l'évolution des cours internationaux et l'inflation importée. En effet, le niveau de l'inflation est entièrement expliqué par le niveau des prix des produits locaux (70% du panier) qui a progressé de 11,2%. Quant à l'inflation importée, elle est estimée à 5,6% en 2022. En perspective, l'inflation, devrait ralentir à la faveur d'une détente attendue sur les cours des produits pétroliers.

Face à cette flambée des prix à la consommation et pour soutenir les ménages sénégalais, l'Etat a renforcé les mesures qui ont été prises depuis le dernier trimestre de 2021 pour ralentir ou stabiliser le renchérissement du coût de la vie. Ces mesures concernent, notamment, des renoncations de recettes, des subventions mais aussi des transferts vers les ménages les plus affectés. Au titre des renoncations de recettes, l'Etat a suspendu la TVA sur la farine de blé, les droits de douane sur le riz en brisure non parfumé de tout origine et réduit les droits sur l'huile de palme raffinée conditionnée pour la vente au détail ainsi que les droits sur l'huile de palme raffinée conditionnée pour la vente au détail et d'origine communautaire. En outre, des ajustements sur la base taxable en ce qui concerne l'huile de palme raffinée en vrac et l'huile brute de palme ont été aussi opérés. De plus, les subventions à l'énergie ont été fortement revues à la hausse. Ainsi, elles ont été évaluées à environ 691,82 mds FCFA repartis entre les compensations tarifaires versées à la SENELEC (273,09 mds), les compensations tarifaires versées aux concessionnaires de l'électrification rurale (4,96 mds), les pertes commerciales (406,31 mds) et le différentiel de transport (7,46 mds).

1.1.4. COMPÉTITIVITÉ

Au titre de l'année 2022, l'économie a enregistré des gains de compétitivité évalués à 1,3%, attribuables à la dépréciation de la monnaie locale relativement à la devise des partenaires

commerciaux du Sénégal (-2,5%). Toutefois, cette performance a été ralentie par un différentiel d'inflation défavorable (+1,2%).

1.1. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES EN 2023

Pour ce qui est des perspectives en 2023, l'environnement international demeure incertain au regard de la crise russo-ukrainienne qui persiste mais également du relèvement des cours des produits alimentaires et du durcissement des conditions de financements des économies. En 2023, le FMI, dans sa dernière publication table sur un ralentissement de l'économie mondiale.

Au plan interne, l'année 2023 devrait inscrire le Sénégal dans une nouvelle ère, marquée par la production de pétrole brut et de gaz. Toutefois, l'économie fait face à des défis majeurs liés à la conjoncture internationale défavorable. L'activité économique au titre de 2023 devrait se consolider à la faveur des effets attendus des différentes mesures de soutien à l'économie nationale dans le cadre de la mise en œuvre effective des projets prioritaires structurants inscrits dans le cadre du PAP2A. La mise en œuvre des réformes de troisième génération inscrites dans le PREAC III ainsi que l'exécution du second compact MCA-Sénégal « Power to compact » seraient également d'un apport considérable dans le cadre de la relance de l'économie.

Globalement, l'activité économique devrait s'inscrire à la hausse avec une croissance prévue à 8,8% contre une prévision initiale de 10,1% (LFI 2023) et une estimation de 4,2% en 2022. Ce regain est en phase avec le dynamisme attendu dans le secteur secondaire, qui afficherait une progression record de 16,4% en liaison avec la performance du sous-secteur des extractives (+116,1%). Cette dernière est essentiellement liée à l'intégration des productions de pétrole et gaz attendues respectivement à 10 millions de barils et 7 Tbtu contre des prévisions initiales de 24 millions de barils et 74 Tbtu (les montants de 24 millions de barils et 74 Tbtu ont été intégrés dans le cadrage de la LFI 2023 avec un taux de réalisation de 62%). La part de la valeur ajoutée du « pétrole et gaz » par rapport au PIB et à la valeur ajoutée du secondaire ressortirait respectivement à 1,9% et 7,3% en 2023. Les secteurs tertiaire et primaire, pour leur part, devraient se consolider pour ressortir avec des taux de croissance respectifs de 5,5% et 6,7% en 2023 contre 0,3% et 6,2% en 2022.

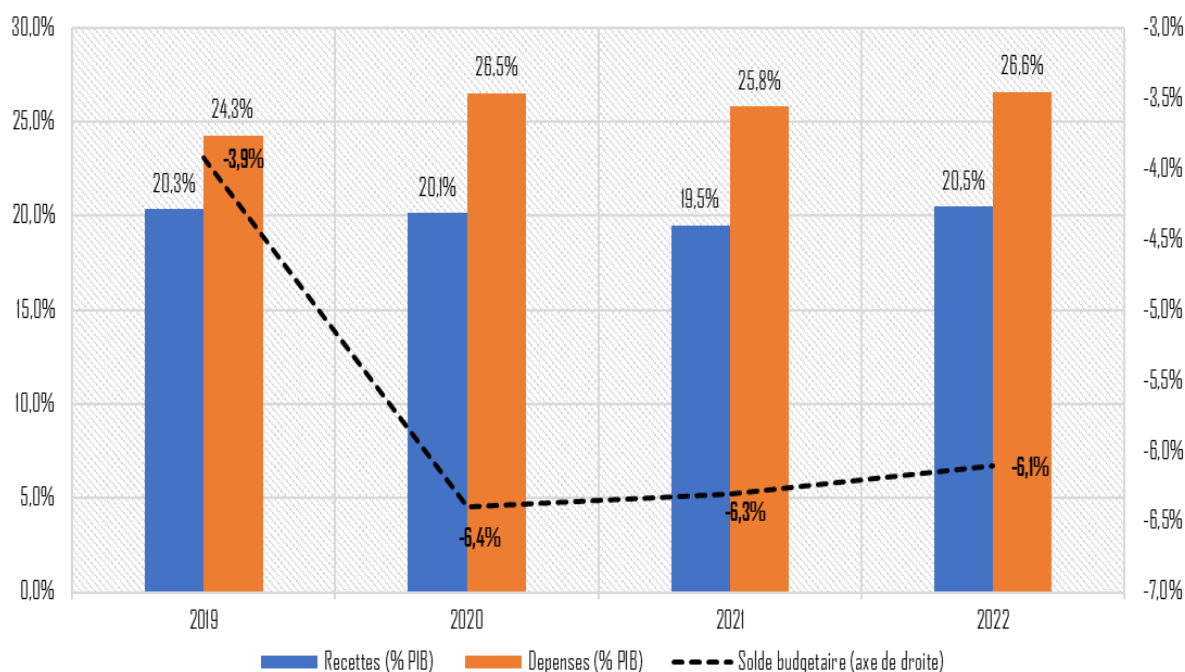
Pour ce qui est des prix en 2023, l'inflation mesurée par le déflateur du PIB ressortirait à 4,1% contre 8,4% en 2022 à la faveur de la détente attendue, notamment sur les cours des produits pétroliers (-16,2%).

2. FINANCES PUBLIQUES

2.1. EXERCICE BUDGÉTAIRE EN 2022

L'année 2022 a été caractérisée par d'importantes interventions de l'Etat en termes de subventions et de transferts pour contenir l'impact du renchérissement des prix mais également pour poursuivre les réalisations infrastructurelles. Cette dynamique a été favorisée par le rythme d'accroissement des ressources associé à une exécution satisfaisante des dépenses. En effet, la mobilisation des ressources s'est confortée de 18,7% pour s'établir à 3 536,3 milliards en 2022. Quant aux dépenses publiques, elles ont progressé de 16,4% pour atteindre 4 590,4 milliards répartis en charges et acquisitions nette d'actifs non financiers pour respectivement 4 177,7 milliards et 658,4 milliards (dont un montant de 247 milliards en cessions d'actifs). **En définitive, le déficit budgétaire dons compris est ressorti à 1054,2 milliards, soit 6,1% du PIB en 2022 contre un déficit de 965,4 milliards (6,3% du PIB) un an auparavant.**

Graphique 6 : Evolution des recettes, des dépenses et solde budgétaire



Source : DPPE, avril 2023

2.1.1. LES RECETTES

Les ressources totales de l'État ont enregistré une progression appréciable passant de 2979,4 milliards en 2021 à 3536,3 milliards pour l'année 2022, soit une augmentation relative de 18,7%. Elles sont constituées de recettes fiscales à hauteur de 3135,5 milliards, de dons pour 145,9 milliards et d'autres recettes chiffrées à 254,9 milliards. La progression des ressources est portée essentiellement par les recettes fiscales qui se sont confortées de 541,5 milliards (+20,9%) en raison principalement de la bonne tenue du recouvrement des « impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital », des

« impôts sur le commerce extérieur et les transactions » et des « impôts sur les biens et services » avec des hausses respectives de 31,1%, 24,1% et 16%.

La progression des « impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital » a bénéficié de la mobilisation satisfaisante de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les revenus, mobilisés respectivement à hauteur de 297,1 milliards et 617,7 milliards, soit des hausses de 30,2% et 29,9%. Concernant l'impôt sur les sociétés, la hausse est tirée par les entreprises du secteur secondaire et dans une moindre mesure celles du secteur tertiaire dont les paiements ont progressé respectivement de 36,5% et 1,7%. Les principaux sous-secteurs d'activité du secondaire, contributeurs à cette performance, sont les industries extractives (+17,5%), l'énergie (+152,5%) et les BTP (+73,6%). Pour ce qui est du tertiaire, les « banques et services financiers » ainsi que les télécommunications ont enregistré des hausses respectives de 3,9 milliards (+19,5%) et de 2 milliards (+6%).

S'agissant de l'impôt sur les revenus, sa progression est attribuable essentiellement au bon niveau de collecte des retenues à la source sur les salaires. Cette dynamique traduit le renforcement de la conformité déclarative qui a atteint un taux de réalisation de 99,6% ainsi que l'intégration de nouveaux contribuables à la faveur de l'exploitation du recensement national des propriétés imposables.

Au titre de la fiscalité indirecte, les impôts sur les biens et services intérieurs ont été mobilisés à hauteur de 1499,9 milliards en 2022, soit une hausse de 16% par rapport à 2021. Cette situation reflète la bonne dynamique observée sur les recouvrements au titre de la TVA intérieure hors pétrole (+9,9%) et des taxes sur les activités financières (+46,2%). Concernant la TVA intérieure hors pétrole, elle a été acquittée essentiellement par les entités des secteurs tertiaire et secondaire avec des parts respectives de 61,5% et 38 %. Au niveau tertiaire, la TVA est portée par les sous-secteurs des transports et des télécommunications ainsi que des banques et assurances. En ce qui concerne le secteur secondaire, la performance de la TVA est l'œuvre des sous-secteurs de la production énergétique, des industries extractives et du ciment. Toutefois, elle a été amoindrie par les baisses notées au niveau des BTP et de la farine qui ont bénéficié d'importantes exonérations. Pour ce qui est de la taxe sur les activités financières, elle est ressortie en hausse de 37% pour s'établir à 89,2 milliards. Cette embellie est imputable essentiellement aux banques et aux sociétés spécialisées dans les transferts d'argent avec des hausses respectives 15 milliards et 6,6 milliards.

Au niveau du cordon douanier, les impôts sur le commerce extérieur et les transactions (droits de douane) ont été recouvrés à hauteur de 488,4 milliards en 2022 contre 393,6 milliards un an auparavant, soit une hausse de 24,1%. Cette augmentation est imputable, d'une part, à la progression globale des liquidations mises à la consommation qui ont augmenté de 10,4% et, d'autre part, aux droits de porte sur le pétrole qui se sont accrus de 42,7 milliards, à la faveur de la progression des tarifs appliqués dans le cadre de la structure des prix.

Au total, la pression fiscale au titre de l'année 2022 est ressortie à 18,2% du PIB contre 17,0% un an auparavant, soit une amélioration de 1,2 point de pourcentage.

2.1.2. LES DÉPENSES

Les dépenses publiques sont ressorties à 4590,4 milliards à fin 2022 contre 3943,6 milliards, soit un accroissement de 646,8 milliards (+16,4%) sous l'impulsion de la forte progression des charges et des investissements financés par l'Etat central.

En effet, les charges ont enregistré une progression de 29,9% tirée principalement par cinq catégories de dépenses à savoir les dons courants de l'Administration centrale (transferts et subventions) (+84,7%), les dons en capital aux unités du secteur parapublic (transferts en capital) (27,6%), les investissements exécutés par l'Etat (30,2%), les intérêts sur la dette publique (25,3%) et la rémunération des salariés (24,5%).

En effet, les dons courants se sont fortement accrus passant de 669,7 milliards en 2021 à 1237,2 milliards, soit un relèvement de 567,5 milliards (+84,7%), expliqué notamment par les charges supportées par l'Etat en termes de subventions des prix de l'électricité et des denrées de première nécessité, de compensations tarifaires sur les prix des carburants ainsi que des transferts sous forme de soutien financier accordés aux populations les plus vulnérables.

Les dons en capital, correspondant aux transferts en capital exécutés par les entités extra budgétaires, ont été exécutés à hauteur de 866,3 milliards en 2022, soit une hausse soutenue de 27,6%, traduisant la poursuite des chantiers infrastructurels, notamment, en termes de routes et d'hôpitaux.

La rémunération des salariés et les charges d'intérêt sur la dette se sont, pour leur part, confortés respectivement de 24,5% et 25,3% pour atteindre respectivement 1102,9 milliards et 384,1 milliards en 2022. La hausse de la masse salariale s'explique par l'effet des mesures de revalorisation salariale intervenues en 2022 et leur extension à presque l'ensemble des agents de la fonction publique. Quant aux intérêts sur la dette, leur progression est tirée par sa composante extérieure chiffrée à 322,8 milliards et qui s'est accrue de 27%, sous l'effet notamment de la forte appréciation du dollar par rapport au FCFA durant l'année 2022.

En revanche, les autres dépenses de fonctionnement de l'Etat en termes d'utilisation de biens et services se sont inscrites en baisse passant de 377 milliards en 2021 à 366,2 milliards en 2022, soit un repli de 2,9%, traduisant les efforts de rationalisation des dépenses de consommation courante.

Les acquisitions nettes d'actifs non financiers se sont contractées globalement de 43,3% reflétant, d'une part, la baisse des investissements financés sur ressources extérieures, qui sont passés de 629,8 milliards à 537,4 milliards entre 2021 et 2022 et, d'autre part, la cession d'actifs¹ à hauteur de

¹ La cession d'actif est une opération économique et financière, qui consiste à céder des actifs (immobilisés ou circulants) à une autre entreprise.

247 milliards opérée en 2022. Cette baisse a, toutefois, été atténuée par la progression des investissements exécutés par l'Etat central ; ces derniers ont enregistré une hausse de 30,2% pour se situer à 121 milliards en 2022.

2.1.3. LE FINANCEMENT

La couverture du déficit budgétaire chiffré à 1054,2 milliards a été effectuée par des acquisitions nettes d'actifs financiers à hauteur de 335,6 milliards et une accumulation nette de passifs de 1391,4 milliards.

Les actifs financiers sont constitués essentiellement de crédits portant sur des prêts rétrocédés à hauteur de 288,4 milliards et des dépôts et numéraires pour un montant de 88,6 milliards ; le niveau global des actifs a été réduit par le solde des « autres comptes à recevoir » qui ressort à -41,5 milliards. Quant aux passifs, ils sont d'origine intérieure et extérieure pour des montants respectifs de 618,7 milliards et 772,7 milliards. La composante intérieure a bénéficié, notamment, de la sollicitation des titres de créances publics pour un montant net de 442,3 milliards et de crédits du FMI à hauteur de 134,8 milliards.

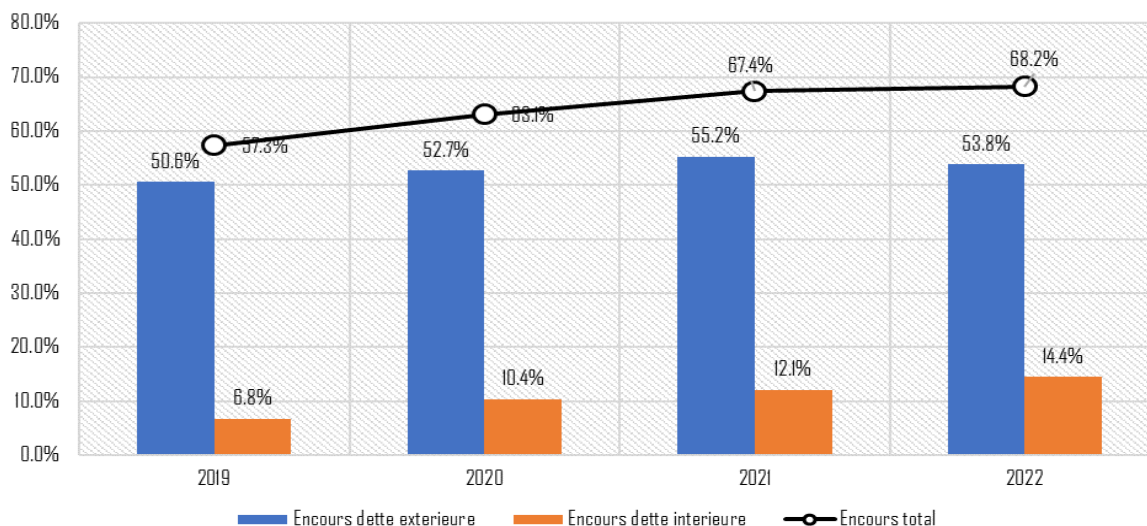
Concernant, la partie extérieure, elle a contribué à hauteur de 772,7 milliards dont les principales composantes portent sur les prêts projets pour 415 milliards, les tirages programmes à hauteur de 307,7 milliards ainsi que la sollicitation des titres publics pour un montant net de 273,8 milliards.

2.1.4. LA DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique de l'Administration centrale budgétaire est évalué provisoirement à 11 782,8 milliards en 2022 contre 10 297,1 milliards un an auparavant, soit une progression de 14,4% sur la période. Le poids de l'encours sur le PIB est ressorti à 68,2% contre 67,4% un an auparavant, soit un léger relèvement de 0,8 point de pourcentage. Toutefois, le ratio demeure en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de la CEDEAO. L'encours est constitué par la dette extérieure et intérieure avec des montants respectifs de 9 289,1 milliards et 2493,7 milliards en 2022, traduisant des hausses respectives de 10,0% et 34,5% comparativement à 2021.

Par ailleurs, le service de la dette publique extérieure est évalué à 838,7 milliards en 2022 ; il est réparti en principal et intérêts pour des montants respectifs de 515,8 milliards et 322,8 milliards. Le service de la dette extérieure a représenté 24,7% des recettes budgétaires et 19,2% des exportations de biens et services, contre des plafonds respectifs de 22% et 25% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette.

Graphique 7 : Evolution de la dette extérieure, intérieure et totale



Source : DPEE, Avril 2023

2.2. PERSPECTIVES BUDGÉTAIRES EN 2023

Au titre de l'année 2023, les projections budgétaires de la loi de finances initiale (LFI) ont été élaborées sur la base d'hypothèses d'amélioration des indicateurs à la faveur d'une consolidation de la relance de la croissance économique associée également au démarrage effectif de l'exploitation des ressources gazières et pétrolières. Par ailleurs, la mobilisation des ressources pour l'année 2023 devrait bénéficier également des retombées de la mise en œuvre de la Stratégie de recouvrement des recettes à moyen terme (SRMT) engagée depuis 2022, afin de conforter et d'élargir significativement l'assiette fiscale et booster les capacités de mobilisation interne des recettes. Quant aux dépenses, la LFI 2023 a accordé une place importante aux secteurs sociaux avec la poursuite des investissements sur la santé, la consolidation des marqueurs sociaux ainsi que la poursuite des projets d'infrastructures dans le maillage aéroportuaire et le prolongement du Train Express régional (TER) jusqu'à l'aéroport (AIBD). En conséquence, au terme de la gestion budgétaire en 2023, le déficit devrait s'améliorer de 0,6 point de pourcentage, passant de 1 054,2 milliards réalisés en 2022 (6,1% du PIB) à 1 045,4 milliards (5,5% du PIB) projeté en 2023.

Toutefois, depuis le vote de la LFI 2023 en octobre 2022, l'environnement économique s'est dégradé dans un contexte de persistance de l'inflation. Ainsi, cette orientation pourrait affecter les performances attendues sur la mobilisation des ressources et les différents agrégats budgétaires. Par ailleurs, il faut noter que le resserrement de la politique monétaire, suite à la poursuite de la poussée inflationniste, a induit des contraintes sur la mobilisation des financements escomptés au niveau du marché sous régional des titres publics.

3. BALANCE DES PAIEMENTS

3.1. ESTIMATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2022

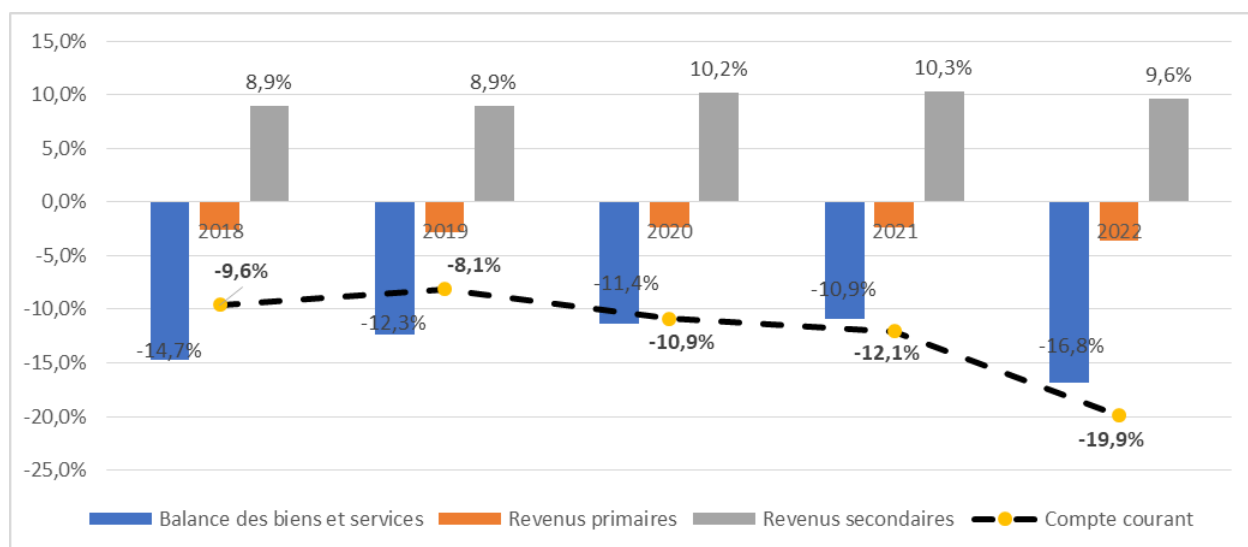
En 2022, les transactions du Sénégal avec le reste du monde se sont traduites par une forte dégradation du déficit du compte courant de 1 596,8 milliards, passant de 1 845,0 milliards à 3 441,8 milliards. Par conséquent, le solde global de la balance des paiements, qui était excédentaire de 140,0 milliards en 2021, a affiché un déficit de 62,2 milliards en 2022 et ce, malgré une amélioration du compte financier d'un montant de 1 387,2 milliards.

3.1.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COURANTE

Le déficit du compte des transactions courantes est estimé à 3 441,8 milliards (19,9% du PIB) en 2022 contre 1 845,0 milliards (12,1% du PIB) en 2021. Cette situation reflète principalement la dégradation du solde de la balance des biens (-1 244,7 milliards) imputable, essentiellement, à la hausse des importations de biens (+1995,0 milliards) plus importante que celle des exportations de biens (+750,3 milliards). Par ailleurs, le solde du revenu primaire s'est également dégradé de 257,0 milliards tandis que celui du revenu secondaire s'est amélioré de 93,5 milliards.

La hausse des ventes de biens à l'extérieur du pays (+750,3 milliards) est imputable à celle des exportations d'acide phosphorique (+206,6 milliards), de produits pétroliers (+200,4 milliards), de produits halieutiques (+58,2 milliards), de titane (+28,0 milliards) et de zircon (+25,1 milliards). Néanmoins, cette hausse a été freinée par la baisse des ventes de produits arachidières (-67,8 milliards), d'or non monétaire (-46,6 milliards), des engrais solides (-23,8 milliards) et de ciment (-10,5 milliards). Quant à la hausse des importations de biens CAF (+2148,0 milliards), elle est attribuable à la croissance des achats à l'extérieur de produits pétroliers (+1 030,0 milliards), de biens intermédiaires (+465,9 milliards), de biens d'équipement (+323,3 milliards) et de produits alimentaires (+271,3 milliards).

Graphique 8 : Evolution des composantes Balance courante (%PIB)



Source : DPEE/DGPPE/MEPC-BCEAO

Concernant la balance des services, le déficit s'est aggravé de 188,7 milliards, passant de 1 386,4 milliards à 1 575,1 milliards entre 2021 et 2022. Cette situation est favorisée par la forte hausse des importations de services (+334,1 milliards), notamment du poste « fret et assurances » (+153,7 milliards), malgré une amélioration des exportations de services (+145,4 milliards), en l'occurrence celle du poste « voyage » (+139,6 milliards).

Pour ce qui est de la balance des revenus primaires, le déficit s'est également détérioré de 257,0 milliards en 2022 pour s'établir à 624,6 milliards contre 367,6 milliards en 2021. Ainsi, il est noté une augmentation des paiements des intérêts sur la dette publique extérieure estimée à 68,7 milliards.

Quant au solde des revenus secondaires, il ressort à 1 664,9 milliards en 2022 contre 1 571,4 milliards en 2021, soit une hausse de 93,5 milliards, favorisée par les envois de fonds des travailleurs à destination du Sénégal (+109,0 milliards).

3.1.2. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET DU COMPTE FINANCIER

Le solde du compte de capital s'est établi, pour sa part, à 136,1 milliards en 2022 contre 122,3 en 2021, soit un excédent de 13,8 milliards, sous l'effet de la hausse des transferts de capital aux administrations publiques (+18,4 milliards).

Par ailleurs, le solde du compte financier a affiché un excédent de 3 243,5 milliards en 2022, contre 1 856,3 milliards un an auparavant, soit une amélioration de 1 387,2 milliards, attribuable à la hausse des autres investissements (+1 882,1 milliards) ; les investissements directs étrangers (IDE) ayant affiché une légère hausse de 2,9% comparativement à 2021.

3.2. PRÉVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS POUR L'ANNÉE 2023

En 2023, la situation des échanges avec le reste du monde se traduirait par un déficit du compte des transactions courantes de 3 051,9 milliards en 2023 (15,6% du PIB) contre 3 441,8 milliards en 2022 (19,9% du PIB). Cependant, le compte de capital se renforcerait de 105,4 milliards en s'établissant à 241,5 milliards en 2023. Par ailleurs, le solde du compte financier se chiffrerait à 2 863,6 milliards. En définitive, le solde global de la balance des paiements devrait afficher un excédent de 53,2 milliards en 2023.

3.2.1. EVOLUTION DE LA BALANCE COURANTE

Le déficit du compte courant est prévu à 3 051,9 milliards en 2023 contre 3 441,8 milliards en 2022, soit une atténuation de 389,9 milliards. Cette situation serait imputable, principalement, au renforcement du solde de la balance des services (+248,6 milliards), des biens (+134,6 milliards) et du solde du revenu secondaire (+140,4 milliards). Le déficit courant rapporté du PIB devrait enregistrer une amélioration de 4,3 points de pourcentage en se hissant à 15,6 % en 2023 contre 19,9% en 2022.

Le déficit de la balance commerciale devrait s'établir à 2 792,9 milliards en 2023, contre 2 907,1 milliards en 2022, soit une amélioration de 114,2 milliards en liaison avec une hausse des exportations

(+246,5 milliards) plus importance que celle des importations de biens (+148,0 milliards). S'agissant de la hausse des exportations de biens, elle s'expliquerait par l'augmentation des ventes d'acide phosphorique (+26,9 milliards), de produits arachidières (+ 24,3 milliards), de ciment (+20,0 milliards) et de titane (+18,3 milliards). Quant à la baisse des importations de biens, elle serait due principalement au repli des achats de biens intermédiaires (+95,8 milliards), de biens d'équipement (+67,1 milliards) et de produits alimentaires (+49,2 milliards). Il convient de noter qu'une forte baisse des importations de produits pétroliers (-150,3 milliards) est prévue en 2023, en liaison avec la détente des cours mondiaux d'or non monétaire (+29,0 milliards),

Pour ce qui est du déficit de la balance des services, il devrait s'améliorer de 134,6 milliards, passant de 1 575,1 milliards à 1 440,5 milliards, sous l'effet de l'amélioration des exportations de services (+42,0 milliards), notamment celle du poste « voyages » (+63,0 milliards). Cette hausse serait conjuguée à une baisse des importations de services de 92,5 milliards.

La balance des revenus primaires, pour sa part, est prévue en déficit de 623,8 milliards en 2023, soit une légère amélioration de 0,8 milliard par rapport à 2022.

Concernant la balance des revenus secondaires, elle s'inscrirait en hausse de 140,4 milliards ; laquelle serait fortement expliquée par l'accroissement des transferts des migrants (+109,1 milliards). Ainsi, le solde du compte secondaire qui demeure excédentaire est prévu à 1805,3 milliards en 2023.

3.2.2. EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET DU COMPTE FINANCIER

Le compte de capital devrait dégager un excédent de 241,5 milliards en 2023 contre 136,1 milliards en 2022, soit une hausse de 105,4 milliards en relation avec le renforcement des transferts de capitaux publics d'un montant de 105,5 milliards.

Le compte financier afficherait un excédent de 2 863,6 milliards en 2023 contre 3 243,5 milliards en 2022, soit un repli de 379,9 milliards expliqué, principalement, par la baisse des autres investissements et des investissements directs respectivement de 673,8 milliards et 292,7 milliards et ce, malgré une hausse des investissements de portefeuille de 586,6 milliards.

4. SITUATION MONÉTAIRE

4.1. ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2022

En 2022, la situation monétaire a été marquée par une baisse des avoirs extérieurs nets (-62,2 milliards), un accroissement des créances intérieures (+1980,3 milliards) et une expansion de la masse monétaire (+21,6%).

4.1.1. LES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont chiffrés à 1 960,3 milliards en 2022 contre 2 022,5 milliards en 2021, soit une baisse de 62,2 milliards liée au repli des avoirs extérieurs nets de la banque centrale d'un montant de 247,3 milliards ; les avoirs des autres institutions de dépôt s'étant améliorés de 185,1 milliards. Cette contraction des avoirs extérieurs est liée à la forte dégradation du compte expliquée essentiellement par la forte hausse des importations en valeur.

4.1.2. LES CRÉANCES INTÉRIEURES

S'agissant de l'encours des créances intérieures, il ressort à 8 948,2 milliards en 2022 contre 6967,9 milliards en 2021, soit une hausse de 1980,3 milliards, traduisant l'augmentation simultanée des créances sur l'économie (+1024,7 milliards ; 20,0%) et des créances nettes sur l'administration centrale (+955,6 milliards) traduisant les engagements de l'État vis-à-vis du secteur bancaire. Ainsi, le taux de financement bancaire de l'économie s'est établi à 35,5% en 2022 contre 33,4% un an auparavant, soit une augmentation de 2,1 points de pourcentage.

4.1.3. LA MASSE MONÉTAIRE

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est renforcée de 21,6% en 2022, passant ainsi de 7375,2 milliards en 2021 à 8966,0 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale s'explique par un renforcement de la circulation fiduciaire (+292,4 milliards) et des dépôts bancaires (+1065,5 milliards). Au total, le taux de liquidité globale de l'économie est passé de 48,2% en 2021 à 51,9% en 2022, soit un accroissement de 3,7 points de pourcentage.

4.2. PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE EN 2023

La situation monétaire devrait être marquée, en 2023, par une hausse des avoirs extérieurs nets (+53,2 milliards), un accroissement des créances intérieures de 12,9% (+1152,3 milliards) et une expansion de la masse monétaire de 13,4%.

4.2.1. LES AVOIRS EXTÉRIEURS NETS

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires projetés à 2013,5 milliards en 2023, afficheraient une hausse de 53,2 milliards imputable, totalement, à l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la banque centrale.

4.2.2. LES CRÉANCES INTÉRIEURES

L'encours des créances intérieures est attendu à 10100,4 milliards en 2023 contre 8948,2 milliards en 2022, soit une hausse de 1152,3 milliards. Ce renforcement devrait être tiré aussi bien par les créances sur l'économie (+594,8 milliards) que les créances nettes sur l'administration centrale (+557,5 milliards). Cependant, le taux de financement bancaire de l'économie devrait se situer à 34,4%, soit une dégradation de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2022.

4.2.3. LA MASSE MONÉTAIRE

La masse monétaire devrait s'établir à 10171,5 milliards en 2023 contre 8966,0 milliards en 2022, soit une hausse de 13,4%. Cette progression se traduirait par la consolidation de la circulation fiduciaire (+366,9 milliards) et des dépôts transférables dans les banques (+347,4 milliards) ; lesquels ressortiraient respectivement à 2510,9 milliards et 4812,9 milliards en 2023. Au total, le taux de liquidité globale de l'économie est attendu à 52,0% en 2023, soit une quasi-stabilité par rapport à 2022 qui affichait un taux de 51,9%.

5. RISQUES MACROÉCONOMIQUES

L'économie reste singulièrement vulnérable face aux incertitudes qui planent sur l'économie mondiale. En effet, depuis le début de la crise entre la Russie et l'Ukraine, l'économie mondiale a connu des dérèglements majeurs affectant de fait la trajectoire de croissance des nations locomotives, notamment, la Chine, l'Inde, les Etats-Unis et la zone Euro. Face aux probabilités d'occurrence des crises, les risques budgétaires sont suivis et intégrés dans la loi de finances initiale.

Au plan extérieur, les **tensions géopolitiques à l'échelle sous régionale et internationale** restent un défi majeur pour le Sénégal. En effet, la situation sécuritaire au Mali avec des risques majeurs d'un nouvel embargo pourrait impacter les produits d'exportations, notamment, le ciment. Il convient de noter que le Mali est le principal client du Sénégal dans la zone CEDEAO. Les conséquences devraient se ressentir dans le secteur des cimenteries et des matériaux de construction. Parallèlement, la persistance de la crise entre la Russie et l'Ukraine devrait affecter l'approvisionnement en blé, en produits pétroliers raffinés et en matériaux de construction et agir au final sur l'activité économique. Par ailleurs, la persistance de l'inflation et le durcissement des conditions de financement des économies des pays en développement constituent un gros risque pour notre économie.

Au plan intérieur, un report de l'exploitation du pétrole et du gaz constitue également un risque majeur sur les prévisions macroéconomiques. En effet, la production de pétrole et de gaz devrait se traduire par une progression de l'activité économique de 8,8% en 2023 et une réduction du déficit budgétaire. Toutefois, un report du démarrage de l'exploitation de pétrole et de gaz en 2024 se traduirait par une forte révision à la baisse de la croissance de l'activité qui ressortirait environ 6,0% en 2023.

L'économie nationale pourrait être exposée aussi à une incertitude liée à une mauvaise répartition spatio-temporelle de la pluviométrie qui affecterait la production agricole et in fine le taux de croissance.

Dans un autre registre, la transformation structurelle de l'économie nationale devrait s'adosser sur une mise en œuvre effective des réformes phares telles que déclinée dans le Plan Sénégal émergent (PSE). En outre, la mise en œuvre effective de la SRMT devrait permettre de mieux maîtriser les dépenses fiscales par le canal d'une politique d'exonération optimale concourant à renforcer davantage le recouvrement des recettes budgétaires.

Au titre des finances publiques plusieurs risques pourraient concourir à une dégradation du déficit budgétaire. Pour ce qui est de l'exécution budgétaire au titre de l'année 2023, elle est marquée dans ses premiers mois par un contexte assez préoccupant caractérisé, d'une part, au plan international par des incertitudes sur l'évolution des échanges extérieurs par un renchérissement notable des prix des céréales et du cours du baril de pétrole et, d'autre part, au plan interne, par des mesures de stabilisation des produits alimentaires. Ainsi, une bonne exécution budgétaire est tributaire

d'un recouvrement satisfaisant des recettes budgétaires, ce qui suppose une bonne tenue de l'activité économique interne et dans la sous-région.

Par ailleurs, au niveau des ressources, le renchérissement actuel des prix accompagné souvent de mesures d'assouplissement fiscal accordées par l'Etat, ainsi que le retard et la faible ampleur dans la mise en œuvre des dernières réformes fiscales (tel le prélèvement de conformité fiscale) constituent une pression sur la mobilisation effective des recettes budgétaires.

S'agissant des dépenses, la non application de la vérité des prix à la pompe sur les carburants pourrait entraîner l'accroissement significatif des subventions dans le secteur de l'énergie à travers la compensation tarifaire et les pertes commerciales dans un contexte de fort renchérissement du cours du baril. De plus, la revalorisation des rémunérations salariales accordées aux secteurs sociaux et le dénouement de celles en discussion pourraient à terme relever le plafond des dépenses courantes.

Enfin, l'exécution budgétaire pourrait être impactée par le relèvement des taux (taux directeur et de prêt marginal) de la BCEAO au niveau du marché sous-régional.

ANNEXES

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel

Croissance du Produit Interieur Brut	2018	2019	2020	2021 s déf.	2022 est.	2023 prév.
Secteur Primaire	8,1%	4,3%	12,2%	0,6%	-1,4%	5,5%
Agriculture et activités annexes	10,2%	4,2%	18,3%	0,6%	-3,4%	6,6%
Evage et chasse	3,8%	3,2%	4,3%	1,8%	5,0%	3,9%
Sylviculture, exploitation forestiere,	1,5%	5,0%	2,3%	4,3%	3,9%	3,5%
Pêche et pisciculture	6,9%	8,3%	-10,2%	-6,4%	-4,9%	0,2%
Secteur Secondaire	6,5%	5,0%	-1,5%	7,8%	1,1%	16,4%
Activités extractives	29,6%	2,2%	-4,0%	16,6%	-4,9%	116,1%
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>						
Abattage, transformation et conservation des viandes	4,5%	6,6%	2,7%	2,9%	1,7%	4,1%
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	-2,2%	16,2%	-19,1%	15,2%	-3,1%	4,1%
Fabrication de corps gras alimentaires	-0,7%	10,3%	-16,5%	-6,9%	0,1%	5,4%
Riz décortiqué et farines	17,0%	1,8%	5,4%	4,2%	3,7%	8,2%
Fabrication d'aliments pour animaux	22,5%	-5,2%	13,7%	3,3%	0,6%	3,9%
Fabrication de pain et pâtisseries	5,5%	5,8%	3,2%	3,8%	0,1%	4,8%
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	4,5%	0,7%	0,5%	5,1%	4,8%	10,3%
Conserves de fruits et légumes	6,8%	1,8%	5,0%	3,6%	-3,5%	4,0%
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	2,1%	11,1%	9,7%	2,2%	11,9%	5,6%
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	14,4%	2,0%	4,3%	11,7%	4,6%	6,0%
Fabrication d'autres produits alimentaires	13,1%	-2,9%	-2,6%	4,8%	-12,1%	5,6%
Fabrication de boissons	-2,4%	2,5%	-3,1%	14,4%	6,5%	4,6%
Produits à base de tabac	-1,4%	-14,3%	-11,6%	18,0%	-11,8%	5,2%
Raffinage petrole, cokefaction,	-15,1%	-5,2%	-13,4%	8,7%	1,6%	11,5%
Fabrication de produits chimiques	15,1%	6,4%	-8,0%	5,3%	4,0%	5,7%
Matériaux de construction	4,2%	0,3%	7,8%	10,6%	-0,7%	4,3%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	2,2%	2,7%	-0,4%	6,6%	3,0%	3,0%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	-0,2%	-2,5%	2,1%	0,9%	0,2%	0,1%
Sciage et rabotage du bois	3,5%	8,7%	0,2%	11,5%	6,8%	5,7%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	5,8%	5,1%	10,8%	15,8%	8,6%	9,6%
Produits pharmaceutiques	19,5%	-4,7%	-1,7%	5,8%	-13,4%	3,3%
Savons, parfums et produits d'entretien	4,1%	5,5%	23,9%	3,8%	9,1%	9,0%
Produits du caoutchouc et plastique	9,6%	-10,8%	9,6%	12,7%	-2,9%	2,9%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en met	-1,4%	10,3%	-2,5%	1,1%	-13,6%	-1,2%
Autres materiels de transport	9,5%	-1,5%	-5,9%	9,5%	0,7%	7,3%
Autres produits manufacturés	-1,3%	6,0%	5,2%	6,3%	3,3%	6,0%
Electricité et gaz	6,4%	8,3%	8,0%	6,5%	9,2%	7,9%
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	2,7%	3,3%	9,6%	7,1%	6,6%	6,0%
Construction	5,7%	14,3%	-14,4%	8,1%	2,2%	4,3%
Secteur Tertiaire	5,4%	4,3%	0,6%	7,5%	6,7%	6,7%
Commerce	7,4%	5,4%	-0,6%	4,5%	6,2%	6,2%
Transports	6,0%	7,9%	-10,2%	7,5%	8,0%	8,4%
Services d'hébergement et restauration	4,3%	7,2%	-14,9%	9,8%	26,5%	5,2%
Information et Communication	1,8%	2,5%	-2,3%	8,8%	8,1%	7,7%
<i>Services des Télécommunications</i>	2,5%	2,1%	-4,5%	8,7%	10,9%	8,1%
<i>Autres services d'information et de communication</i>	-1,1%	4,2%	7,2%	9,0%	-2,7%	5,9%
Services financiers et d'assurance	6,0%	11,5%	-1,5%	8,9%	10,4%	5,9%
Services immobiliers	2,3%	5,5%	5,9%	5,6%	4,5%	7,2%
Services spécialisés, scientifiques et techniques	6,5%	-8,0%	10,2%	9,8%	4,7%	9,9%
Services de soutien au bureau	8,6%	4,9%	-1,7%	10,4%	6,8%	8,2%
Services d'administration publique	8,5%	5,6%	10,6%	6,6%	8,3%	4,9%
Enseignement	2,7%	3,5%	-8,6%	17,5%	2,3%	5,0%
Activites de sante et action sociale	6,3%	6,0%	8,3%	11,9%	6,2%	6,5%
Activités à caractere collectif ou personnel	5,2%	1,2%	-6,9%	6,7%	33,7%	8,5%
Services domestique	3,7%	3,5%	3,5%	3,8%	3,5%	3,5%
Autres services	5,2%	3,1%	-7,5%	1,3%	2,1%	4,0%
Taxes sur biens et services	6,9%	5,6%	-3,4%	8,2%	6,2%	7,5%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	6,2%	4,6%	1,3%	6,5%	4,2%	8,8%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	6,1%	4,5%	1,9%	6,3%	3,9%	8,9%
PRODUIT INTERIEUR BRUT Hors PétroGaz (aux prix du marché)	6,2%	4,6%	1,3%	6,5%	4,2%	6,3%
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	5,8%	4,7%	-0,4%	7,3%	5,0%	9,0%
Production de biens et services	6,2%	4,3%	0,5%	8,0%	3,8%	7,6%
Importations de biens et services	9,0%	6,8%	7,0%	15,5%	23,8%	10,2%
Taxes nettes sur les produits	6,9%	5,6%	-3,4%	8,2%	6,2%	7,5%
TOTAL DES RESSOURCES	6,8%	4,8%	1,6%	9,5%	8,3%	8,3%
Consommations intermédiaires	6,2%	4,0%	-1,3%	10,0%	3,8%	6,1%
Consommation finale	4,5%	4,4%	2,1%	4,8%	3,5%	9,7%
publique	3,5%	7,5%	0,8%	13,3%	6,4%	5,2%
privée	4,7%	3,8%	2,3%	3,1%	2,9%	10,7%
Formation brute de capital fixe	13,7%	10,3%	7,2%	16,5%	7,2%	11,9%
publique	-3,1%	6,4%	13,8%	5,4%	-9,7%	26,1%
privée	19,5%	11,3%	5,4%	19,7%	11,5%	8,9%
Aquisition objets de valeur	6,5%	8,4%	16,2%	8,8%	9,4%	9,9%
Exportations de biens et services	8,2%	14,7%	-13,2%	22,6%	8,1%	15,5%
TOTAL DES EMPLOIS	6,8%	4,8%	1,6%	9,5%	8,3%	8,3%

Source : DPPE/DGPPE/MEPC

Tableau 2 : PIB nominal

En milliards de FCFA aux prix courant	2018	2019	2020	2021 s déf.	2022 est.	2023 prév.
Secteur Primaire	1 924,4	2 042,7	2 280,1	2 364,8	2 674,6	2 983,3
Agriculture et activités annexes	1 202,8	1 287,3	1 562,4	1 575,3	1 725,6	1 934,6
Élevage et chasse	467,9	494,6	481,1	553,0	674,1	742,5
Sylviculture, exploitation forestière,	54,2	55,9	57,6	61,1	64,3	67,4
Pêche et pisciculture	199,6	204,9	179,0	175,4	210,6	238,8
Secteur Secondaire	3 083,3	3 232,5	3 277,0	3 714,9	4 237,7	5 131,2
Activités extractives	443,5	520,0	598,1	730,8	865,0	1 438,6
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>						400,3
Abattage, transformation et conservation des viandes	131,9	130,6	143,8	159,0	187,1	210,5
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	113,6	123,1	99,9	109,7	134,2	158,0
Fabrication de corps gras alimentaires	74,4	58,4	53,8	72,1	81,1	90,8
Riz décortiqué et farines	143,9	160,9	163,8	142,9	174,4	190,3
Fabrication d'aliments pour animaux	38,2	39,5	38,7	40,1	47,5	53,7
Fabrication de pain et pâtisseries	89,5	93,4	95,9	89,2	98,7	108,8
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	38,7	39,5	39,1	40,3	46,6	54,2
Conserves de fruits et légumes	44,9	46,8	48,6	51,2	58,5	62,4
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	62,6	68,5	93,6	96,7	113,4	123,3
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	70,1	68,6	71,0	72,0	79,0	86,1
Fabrication d'autres produits alimentaires	88,3	85,3	83,5	89,9	94,2	101,5
Fabrication de boissons	89,0	85,1	82,3	90,1	96,1	93,6
Produits à base de tabac	16,0	23,7	20,9	24,1	21,3	22,8
Raffinage pétrole, cokéfaction,	38,9	44,8	30,4	56,9	73,1	74,8
Fabrication de produits chimiques	67,0	64,5	52,9	136,0	213,0	263,0
Matériaux de construction	85,6	86,5	101,3	92,6	100,9	109,4
Egrenage de coton et fabrication de textiles	264,3	271,1	273,4	297,6	315,2	327,5
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	15,8	15,2	13,9	13,1	15,9	15,9
Sciage et rabotage du bois	59,3	68,0	69,8	84,6	95,0	103,0
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	34,8	36,5	40,3	46,8	50,8	56,3
Produits pharmaceutiques	11,9	11,2	11,3	11,7	10,4	10,9
Savons, parfums et produits d'entretien	37,2	43,4	54,6	49,0	59,6	67,7
Produits du caoutchouc et plastique	63,3	62,6	63,3	71,2	77,2	84,0
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	99,8	94,2	91,4	110,6	104,7	110,0
Autres matériels de transport	42,3	42,8	41,1	44,6	46,6	53,4
Autres produits manufacturés	172,2	177,7	188,7	199,2	213,7	229,7
Électricité et gaz	183,2	164,5	175,2	210,9	230,2	252,4
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	112,2	113,3	117,3	126,6	135,0	144,4
Construction	350,9	392,5	319,0	355,2	399,3	434,2
Secteur Tertiaire	6 699,0	6 987,3	7 133,8	7 721,5	8 627,8	9 480,9
Commerce	1 712,7	1 829,2	1 791,8	1 920,6	2 230,8	2 510,8
Transports	494,7	505,6	462,9	509,0	560,5	620,3
Services d'hébergement et restauration	161,9	167,4	144,5	156,0	209,8	225,8
Information et Communication	533,9	547,4	530,8	532,0	566,5	616,7
<i>Services des Télécommunications</i>	421,9	431,5	405,2	393,9	419,1	454,4
<i>Autres services d'information et de communication</i>	112,0	115,8	125,6	138,1	147,4	162,3
Services financiers et d'assurance	300,9	336,8	335,8	364,5	408,1	438,1
Services immobiliers	949,4	1 009,1	1 080,5	1 133,1	1 196,3	1 288,0
Services spécialisés, scientifiques et techniques	586,6	530,1	606,4	676,8	721,7	812,8
Services de soutien au bureau	221,9	232,7	232,8	256,7	300,3	327,8
Services d'administration publique	710,3	735,8	813,3	938,7	1 115,4	1 239,8
Enseignement	575,6	619,8	653,1	717,8	747,7	794,9
Activités de santé et action sociale	183,2	198,4	214,5	230,7	250,3	264,9
Activités à caractère collectif ou personnel	55,2	54,0	51,1	57,0	76,9	84,5
Services domestique	70,6	72,0	75,5	82,3	90,4	94,9
Autres services	142,1	149,1	140,7	146,2	153,1	161,7
Taxes sur biens et services	1 133,3	1 450,3	1 428,5	1 486,7	1 728,2	1 964,5
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	12 840,1	13 712,7	14 119,4	15 287,9	17 268,3	19 559,9
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	11 706,8	12 262,4	12 690,9	13 801,3	15 540,1	17 595,3
PRODUIT INTERIEUR BRUT Hors PétroGaz (aux prix du marché)	12 840,1	13 712,7	14 119,4	15 287,9	17 268,3	19 559,9
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	11 637,3	12 425,4	12 557,0	13 712,6	15 542,8	17 625,2
Production de biens et services	20 839,9	21 828,9	22 008,9	24 642,0	27 885,8	31 438,7
Importations de biens et services	4 987,2	5 382,6	5 555,5	6 808,3	9 137,3	10 734,2
Taxes nettes sur les produits	1 133,3	1 450,3	1 428,5	1 486,7	1 728,2	1 964,5
TOTAL DES RESSOURCES	26 960,3	28 661,9	28 992,8	32 937,0	38 751,3	44 137,4
Consommations intermédiaires	9 133,1	9 566,6	9 317,9	10 840,8	12 345,7	13 843,4
Consommation finale	10 688,6	11 286,1	11 720,9	12 434,7	14 253,9	16 116,8
publique	1 770,0	1 920,8	2 016,3	2 300,2	2 813,9	3 064,9
privée	8 918,6	9 365,3	9 704,6	10 134,5	11 440,0	13 051,9
Formation brute de capital fixe	3 639,0	4 056,2	4 293,7	5 202,6	6 190,9	7 345,6
publique	1 091,2	952,0	1 107,0	1 241,2	1 288,9	1 716,0
privée	2 547,8	3 104,2	3 186,7	3 961,4	4 902,0	5 629,7
Variation de stocks	527,7	300,6	706,6	663,7	1 260,7	1 095,9
Aquisition objets de valeur	25,3	26,5	30,8	35,8	45,0	52,1
Exportations de biens et services	2 946,7	3 425,9	2 922,8	3 759,5	4 655,2	5 683,6
TOTAL DES EMPLOIS	26 960,3	28 661,9	28 992,8	32 937,0	38 751,3	44 137,4

Source : DPPE/DGPPE/MEPC

Tableau 3 : Evolution du déflateur

EVOLUTION DEFLATEUR DU PIB BASE 100 EN 2014	2018	2019	2020	2021 s déf.	2022 est.	2023 prév.
Secteur Primaire	-2,5 %	1,8 %	-0,6 %	3,1 %	14,8 %	5,7 %
Agriculture et activités annexes	-2,8%	2,7%	2,6%	0,2%	13,4%	5,2%
Élevage et chasse	-2,8%	2,5%	-6,8%	12,9%	16,1%	6,0%
Sylviculture, exploitation forestière,	-0,9%	-1,7%	0,7%	1,7%	1,3%	1,3%
Pêche et pisciculture	0,3%	-5,3%	-2,7%	4,7%	26,3%	13,2%
Secteur Secondaire	2,0 %	-0,2 %	2,9 %	5,1 %	12,8 %	4,0 %
Activités extractives	7,6 %	14,7 %	19,9 %	4,8 %	24,5 %	-23,0 %
<i>Dont production de Pétrole et de Gaz</i>						
Abattage, transformation et conservation des viandes	9,9%	-7,2%	7,3%	7,5%	15,7%	8,1%
Transformation et conservation de poissons, crustacés et mollusques	-8,3%	-6,7%	0,3%	-4,6%	26,3%	13,1%
Fabrication de corps gras alimentaires	5,5%	-28,8%	10,3%	44,0%	12,4%	6,2%
Riz décortiqué et farines	-10,3%	9,9%	-3,3%	-16,3%	17,6%	0,8%
Fabrication d'aliments pour animaux	-6,0%	9,0%	-13,7%	0,4%	17,6%	8,8%
Fabrication de pain et pâtisseries	0,2%	-1,4%	-0,5%	-10,3%	10,5%	5,2%
Fabrication de produits alimentaires à base de céréales n.c.a	2,0%	1,3%	-1,6%	-1,9%	10,5%	5,2%
Conserves de fruits et légumes	1,2%	2,4%	-1,1%	1,7%	18,6%	2,5%
Fabrication de produits laitiers et glaces alimentaires	-3,2%	-1,4%	24,6%	1,1%	4,7%	3,0%
Fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie	1,5%	-4,0%	-0,8%	-9,3%	4,9%	2,8%
Fabrication d'autres produits alimentaires	-0,2%	-0,5%	0,5%	2,7%	19,2%	2,0%
Fabrication de boissons	-3,3%	-6,7%	-0,2%	-4,2%	0,1%	-6,8%
Produits à base de tabac	-16,4%	73,4%	-0,3%	-2,4%	0,0%	1,9%
Raffinage pétrole, cokéfaction,	-29,3%	21,6%	-21,8%	72,5%	26,5%	-8,3%
Fabrication de produits chimiques	91,1%	-9,6%	-10,9%	144,2%	50,5%	16,8%
Matériaux de construction	-9,7%	0,7%	8,7%	-17,4%	9,8%	3,9%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	0,6%	-0,1%	1,2%	2,1%	2,8%	0,9%
Travail du cuir; fabrication d'article de voyage; chaussures	4,3%	-1,5%	-10,3%	-6,7%	21,1%	0,5%
Sciage et rabotage du bois	4,3%	5,5%	2,5%	8,6%	5,1%	2,6%
Papiers, cartons et articles en papier ou carton	-0,3%	-0,3%	-0,3%	0,3%	0,0%	1,0%
Produits pharmaceutiques	0,7%	-0,7%	2,4%	-2,0%	2,3%	1,5%
Savons, parfums et produits d'entretien	-11,1%	10,5%	1,5%	-13,6%	11,4%	4,2%
Produits du caoutchouc et plastique	-11,4%	10,9%	-7,7%	-0,2%	11,6%	5,8%
Produits métallurgiques de base et fonderie et fabrication d'ouvrages en métaux	11,1%	-14,5%	-0,5%	19,8%	9,6%	6,3%
Autres matériels de transport	-9,9%	2,7%	2,0%	-1,1%	3,8%	6,9%
Autres produits manufacturés	2,5%	-2,6%	0,9%	-0,7%	3,8%	1,4%
Électricité et gaz	16,1%	-17,1%	-1,4%	13,0%	0,0%	1,6%
Eau, Assainissement et Traitement des déchets	-0,6%	-2,2%	-5,5%	0,7%	0,0%	1,0%
Construction	-0,9%	-2,2%	-5,0%	3,0%	10,0%	4,2%
Secteur Tertiaire	-0,1 %	0,0 %	1,5 %	0,7 %	4,7 %	3,0 %
Commerce	1,1%	1,3%	-1,4%	2,6%	9,4%	6,0%
Transports	-2,4%	-5,3%	2,0%	2,3%	1,9%	2,1%
Services d'hébergement et restauration	-4,0%	-3,5%	1,4%	-1,6%	6,3%	2,3%
Information et Communication	-8,5%	0,0%	-0,7%	-7,9%	-1,4%	1,1%
<i>Services des Télécommunications</i>	-10,7%	0,2%	-1,7%	-10,6%	-4,0%	0,3%
<i>Autres services d'information et de communication</i>	0,5%	-0,8%	1,2%	0,8%	9,7%	3,9%
Services financiers et d'assurance	-2,0%	0,4%	1,2%	-0,3%	1,4%	1,4%
Services immobiliers	-0,2%	0,7%	1,1%	-0,7%	1,0%	0,5%
Services spécialisés, scientifiques et techniques	-0,3%	-1,8%	3,8%	1,7%	1,9%	2,5%
Services de soutien au bureau	-0,2%	0,0%	1,8%	-0,1%	9,6%	0,9%
Services d'administration publique	3,0%	-1,9%	-0,1%	8,3%	9,7%	6,0%
Enseignement	4,3%	4,1%	15,3%	-6,4%	1,8%	1,3%
Activités de santé et action sociale	0,4%	2,1%	-0,2%	-3,9%	2,2%	-0,6%
Activités à caractère collectif ou personnel	4,9%	-3,3%	1,6%	4,6%	0,9%	1,2%
Services domestique	2,0%	-1,6%	1,4%	5,1%	6,1%	1,5%
Autres services	2,4%	1,8%	2,0%	2,6%	2,6%	1,5%
Taxes sur biens et services	-9,2 %	21,2 %	2,0 %	-3,8 %	9,5 %	5,7 %
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix du marché)	-0,8 %	2,1 %	1,6 %	1,6 %	8,4 %	4,1 %
PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux coûts des facteurs)	0,1 %	0,2 %	1,5 %	2,3 %	8,4 %	4,0 %
PRODUIT INTERIEUR BRUT Hors PétroGaz (aux prix du marché)	-0,8 %	2,1 %	1,6 %	1,6 %	8,4 %	4,4 %
PRODUIT INTERIEUR BRUT non agricole (aux prix du marché)	-0,6 %	2,0 %	1,5 %	1,8 %	7,9 %	4,0 %
Production de biens et services	0,8%	0,5%	0,4%	3,7%	9,0%	4,7%
Importations de biens et services	4,9%	1,0%	-3,5%	6,1%	8,4%	6,6%
Taxes nettes sur les produits	-9,2%	21,2%	2,0%	-3,8%	9,5%	5,7%
TOTAL DES RESSOURCES	1,0 %	1,4 %	-0,4 %	3,7 %	8,6 %	5,2 %
Consommations intermédiaires	1,8%	0,7%	-1,3%	5,8%	9,8%	5,7%
Consommation finale	-0,2%	1,1%	1,8%	1,3%	10,7%	3,1%
publique	2,9%	0,9%	4,1%	0,7%	15,0%	3,6%
privée	-0,8%	1,1%	1,3%	1,3%	9,7%	3,0%
Formation brute de capital fixe	1,3%	1,1%	-1,3%	4,0%	11,0%	6,0%
publique	1,4%	-18,0%	2,1%	6,3%	15,0%	5,6%
privée	4,1%	9,4%	-2,6%	3,8%	11,0%	5,4%
Variation de stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Aquisition objets de valeur	-1,9%	-3,4%	0,1%	6,6%	15,0%	5,3%
Exportations de biens et services	1,9%	1,4%	-1,7%	4,9%	14,6%	5,7%
TOTAL DES EMPLOIS	1,0 %	1,4 %	-0,4 %	3,7 %	8,6 %	5,2 %

Source : DPPE/DGPPE/MEPC

Tableau 4 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

Tableau 1 : TOFE proj ° format MSFP 2001/14	2019	2020	2021 Réal.	2022 Réal.	2023 Révision
(en milliards FCFA)					
Compte Administration centrale					
Recettes	2,789.1	2,842.7	2,979.4	3,536.3	4,039.7
Recettes fiscales	2,410.0	2,368.2	2,594.1	3,135.5	3,607.0
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	710.6	717.2	771.5	1,011.4	1,042.2
Impôts sur les salaires et main d'œuvre	9.0	8.0	33.1	39.3	38.9
Impôts patrimoine	40.0	42.0	55.5	52.7	48.8
Impôts sur les biens et services (y compris FSIPP)	1,247.2	1,228.4	1,293.0	1,499.9	1,843.8
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions interna	365.5	337.9	393.6	488.4	546.5
Autres recettes fiscales	37.7	34.7	47.5	43.9	56.6
Recettes fiscales issues de l'exploitat° Pétrole				0.0	30.2
FSE					
Cotisations sociales					
Dons	224.6	324.5	130.6	145.9	279.0
Budgetaire	16.70	194.7	17.1	23.4	46.7
En capital	207.87	129.8	113.5	122.4	232.3
Autres recettes	154.49	150.0	254.7	254.9	153.7
<i>dont autres recettes non fiscales</i>	154.49	104.0			132.4
Depenses	3,326.56	3,745.7	3,943.6	4,590.4	4,986.5
DEPENSES BUDGETAIRES				0.0	
Charges	2,686.21	3,134.3	3,216.2	4,177.7	4,147.6
Remuneration des salaires (Hors prestat° soc.)	733.27	804.1	885.8	1,102.9	1,235.0
Utilisations de bien et services	281.11	285.5	377.0	366.2	395.7
Consommation de capital fixe					
Interets	271.18	289.5	306.5	384.1	446.0
Extérieur	232.89	251.8	254.1	322.8	288.3
Intérieur	38.29	37.7	52.4	61.3	157.7
Subventions	212.09	175.2	91.0	46.8	245.6
Dons (courants et en capital)	969.16	1,381.7	1,348.6	2,103.5	1,538.7
<i>Dons courants</i>	448.91	675.4	669.7	1,237.2	789.5
<i>Dons en capital</i>	520.26	706.3	678.9	866.3	749.2
Prestations d'assistance sociales	15.39	23.3	22.9	25.8	38.0
Autres charges	204.00	175.1	184.4	148.5	248.5
Autres charges courantes	204.00	175.1	184.4	148.5	248.5
Autres charges en capital	0.00	0.0	0.0		
Solde brut de gestion (1-2+23+NOBz)	102.86	-291.6	-236.8	-641.5	-107.9
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:					
Acquisition nette actifs non financiers	640.35	611.4	727.5	412.7	838.9
Actifs fixes	639.98	610.3	722.8	658.4	838.9
Investissement financé/ress. internes et exécuté par l'Ei	40.21	51.3	92.9	121.0	171.0
Investissement financé/ressources externes et exécuté €	599.77	559.0	629.8	537.4	667.9
Cession d'actifs				-247.0	
Capacite/besoin financement (excedent/deficit)	-537.5	-903.0	-964.3	-1,054.17	-946.8

Source : DPPE/DGCPT

Tableau 5 : TOFE (Suite)

<i>Financement/ Suite Tofe</i>	2019 Réal.	2020 Réal.	2021 réalisation	2022 Réal.	2023 Révision
Acquisition nette actifs financiers	271.9	235.1	432.5	335.6	0.0
Interieur	271.9	235.1	432.5	335.6	0.0
Numéraire et dépôts	94.9	117.1	358.0	88.6	0.0
<i>dont surplus de financement de l'année n-1</i>					
Fds STAB					
Fds Inter. G					
Titres de créance	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Crédits	168.5	68.7	58.8	288.4	0.0
<i>dont rétrocession nette des remboursements</i>	162.5	73.7	58.8	292.0	
<i>dont couvertures de chèques de la Poste non rembours</i>	0.00	0.0	0.0	0.0	0.0
Actions et parts de fonds d'investissement	0.00	0.0	0.0	0.0	0.0
Systèmes d'assurances, de pensions et de garanties standa	0.00	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits financiers dérivés et options sur titres des salariés	0.00	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres comptes à recevoir	8.39	49.3	15.7	-41.5	0.0
<i>dont couvertures cheques postes n. remb.</i>					
<i>Operations Tresorerie (constitution garantie et depots)</i>					
Exterieur	0.00	0.0	0.0	0.0	0.0
Or monétaire et DTS	0.00	0.0	0.0	0.0	
Accumulation nette de passifs	810.7	1145.7	1395.4	1391.4	946.8
Interieur	-8.0	282.8	364.4	618.7	542.5
Titres de créances (publics) (net)	12.9	319.3	140.2	442.3	628.5
<i>Bons du tesor en compte de depot</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Bons du tesor en adjudication</i>	-35.9	45.6	23.7	45.4	308.0
<i>Emprunts obligataire par APE</i>	-25.2	-15.9	-15.7	55.3	313.4
<i>Emprunts obligataire en adjudication</i>	89.0	304.7	144.7	356.5	7.1
<i>Emprunts Sukkuk</i>	-15.0	-15.0	-12.5	-15.0	
<i>Autres</i>					
Crédits	-61.3	-71.2	223.0	113.1	-71.0
<i>Depot koweïtien</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>FMI et DTS</i>	-18.1	0.0	246.3	134.8	-44.3
<i>Autres emprunts Bancaires (dont BIS, BA, etc)</i>	-43.1	-71.2	-23.3	-10.8	-11.6
<i>dont</i>					
<i>Emprunts Bancaires (pour SENELEC)</i>					
<i>Sukkuk</i>		0.0		0.0	-15.0
<i>Ressources Afriximbank</i>	0.0	0.0	0.0	-10.8	
Autres comptes à payer	40.4	34.7	1.2	63.4	-15.0
<i>dont fonds en route</i>	6.3	5.8	1.0	18.2	
<i>dont Reglements sur les dépenses ordnnancées en n-</i>	-21.3			-15.0	-15.0
<i>dont comptes de dépôt</i>	22.7	-68.8	6.4	-56.1	
<i>dont Reglements correspondants du Trésor (yc collectivités)</i>				0.0	0.0
<i>dont financements autres</i>					
<i>dont Fonds national de retraites FNR</i>	23.7	29.4	8.1	20.2	0.0
<i>dont Autres</i>					
Exterieurs	818.7	862.9	1031.0	772.7	404.3
Numéraire et dépôts	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Titres de créances	65.2	221.3	565.9	273.8	609.0
<i>Bons du tesor par adjudication</i>	-1.5	9.4	61.3	63.0	205.3
<i>Obligation du Trésor par adjudication</i>	112.3	249.2	257.5	228.0	4.7
<i>Obligation du Trésor par APE</i>	-35.7	-27.4	-27.6	-7.2	208.9
<i>Emprunts non concessionnels</i>	0.0	0.0		0.0	0.0
<i>Autres Financements extérieurs. /Euro Obligations</i>		0.0	287.2	0.0	200.0
<i>Remboursements Eurobond</i>				0.0	0.0
<i>Sukkuk</i>	-10.0	-10.0	-12.5	-10.0	-10.0
<i>Autres</i>					
Crédits	753.5	641.6	465.1	498.9	-204.7
<i>dont Tirages sur prêts programme</i>	257.0	469.8	171.0	307.7	169.0
<i>dont prêt FMI</i>					
<i>dont Prets-projets</i>	395.0	429.2	516.3	415.0	446.2
<i>dont Rétrocessions</i>	162.5	73.7	58.8	40.8	
<i>dont autres emprunts (BA,)</i>	347.0	0.0	0.0	251.2	-7.7
<i>dont bilatéraux et multilatéraux et commerciaux</i>	-405.0	-331.0	-281.0	-515.8	-812.2
<i>Autres comptes à payer</i>		0.0	0.0		
<i>Erreurs et omissions</i>	1.3	7.6	-1.3	1.7	0.0

Source : DPEE/DGCPT

Tableau 6 : Balance des paiements

LIBELLE POSTE	2020	2021	2022	2023
	données validées	estimations	projections	
a- Compte des transactions courantes (1+2+3)	-1 532,3	-1 845,0	-3 441,8	-3 051,9
1- Biens et services	-2 626,7	-3 048,8	-4 482,1	-4 233,5
Balance des biens	-1 609,5	-1 662,4	-2 907,1	-2 792,9
Exportations de biens FOB dont :	2 410,8	3 044,7	3 795,0	4 041,5
Produits halieutiques	321,7	365,1	423,3	425,0
Produits arachidières	120,7	168,6	100,8	125,1
Produits horticoles	95,6	145,7	146,1	155,3
Engrais solides	19,5	33,1	9,3	13,3
Acide phosphorique	151,6	265,3	471,9	498,8
Phosphate	11,5	22,1	47,7	45,2
Produits pétroliers	357,5	448,5	648,9	657,6
Or	473,1	604,2	650,9	609,6
Titane	62,2	87,8	115,8	134,1
Zircon	54,1	62,5	87,6	96,9
Ciment	73,7	86,2	75,7	95,7
Divers	669,6	755,6	1 017,0	1 184,8
Importations de biens FOB	-4 020,3	-4 707,1	-6 702,1	-6 834,4
Importations de biens CAF dont :	-4 509,6	-5 401,2	-7 549,2	-7 697,2
Produits alimentaires	-867,5	-950,6	-1 221,9	-1 271,1
Autres biens de consommation courante	-457,7	-529,6	-606,5	-602,2
Produits pétroliers	-1 041,5	-1 359,0	-2 389,0	-2 238,6
Biens intermédiaires	-939,7	-1 210,0	-1 675,9	-1 771,7
Biens d'équipement	-1 002,5	-1 128,7	-1 452,0	-1 519,1
Autres importations	-200,7	-223,3	-204,0	-294,4
Balance des services	-1 017,2	-1 386,4	-1 575,1	-1 440,5
Crédit	502,9	714,7	860,2	902,2
Dont voyage	71,0	199,4	339,0	310,2
Débit	-1 520,1	-2 101,2	-2 435,2	-2 342,7
Dont fret et assurances	-489,3	-694,1	-847,8	-864,4
2- Revenu primaire	-340,9	-367,6	-624,6	-623,8
Dont intérêts sur la dette publique	-251,8	-254,1	-322,8	-288,3
3- Revenu secondaire	1 435,4	1 571,4	1 664,9	1 805,3
- Administrations publiques	167,9	-11,5	-34,5	-10,0
Dont aides budgétaires	194,7	17,1	23,4	46,7
- Autres secteurs	1 267,5	1 582,9	1 699,5	1 815,3
Dont transferts des migrants (recept.)	1 408,5	1 622,9	1 731,9	1 841,0
b- Compte de capital (4+5)	138,9	122,3	136,1	241,5
4- Acquisition/cessions d'actifs non financiers	-3,1	-4,0	-0,6	-0,7
5- Transferts de capital	142,0	126,3	136,7	242,2
- Administrations publiques	129,8	113,5	131,9	232,3
Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0
J-Autres transferts de capital	129,8	113,5	131,9	232,3
- Autres secteurs	12,2	12,8	4,8	9,9
c. Solde comptes courant et de capital (a+b)	-1 393,4	-1 722,7	-3 305,7	-2 810,4
d- Compte financier (6+7+8+9)	-1 295,7	-1 856,3	-3 243,5	-2 863,6
6- Investissement direct	-1 005,2	-1 406,5	-1 447,6	-1 155,0
7- Investissements de portefeuille	-298,9	-562,2	-26,2	-612,8
8- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
9- Autres investissements	8,4	112,5	-1 769,6	-1 095,8
- Administrations publiques	-641,7	-465,1	-498,9	204,7
- Tirages	-972,7	-746,1	-763,5	-615,2
- Variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0
- Amortissements	331,0	281,0	264,6	819,9
- Autres secteurs	650,1	577,6	-1 270,7	-1 300,5
e- Erreurs et omissions nettes	0,0	4,0	0,0	0,0
f. Solde global (a+b-c+d)	-91,3	140,0	-62,2	53,2

Source : BCEAO

Tableau 7 : Situation des institutions de dépôts (en milliards de F CFA)

Encours en milliards de FCFA				Projections
Poste	2020	2021	2022	2023
Circulation fiduciaire	1,526.4	1,851.7	2,144.0	2,510.9
Billets et monnaies mis en circulation	1,677.9	2,039.3	2,379.5	2,746.3
Encaisses des banques (à déduire)	148.4	184.6	232.4	232.4
Encaisses des Trésors (à déduire)	3.1	3.1	3.1	3.1
Dépôts transférables	2,992.1	3,400.0	4,465.6	4,812.9
BCEAO	0.8	1.2	1.1	1.3
Banques	2,983.4	3,390.9	4,456.6	4,800.8
CCP et CNE	7.9	7.9	7.9	10.8
M1	4,518.5	5,251.7	6,609.6	7,323.8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1,875.8	2,123.5	2,356.5	2,847.7
BCEAO	0.4	0.5	0.5	0.6
AID	1,875.4	2,123.0	2,356.5	2,847.3
Masse monétaire (M2)	6,394.3	7,375.2	8,966.0	10,171.5
Actifs extérieurs nets	1,880.3	2,022.5	1,960.3	2,013.5
BCEAO	1,169.4	1,348.0	1,100.7	1,153.9
Banques	710.9	674.5	859.6	859.6
Créances intérieures	6,099.5	6,967.9	8,948.2	10,100.4
Créances nettes sur l'Administration Centrale	1,432.0	1,856.1	2,811.7	3,369.3
BCEAO	71.2	323.0	733.7	689.3
Banques	1,360.8	1,533.1	2,078.1	2,679.9
Créances sur l'économie	4,667.6	5,111.7	6,136.4	6,731.2
Passifs à caractère non monétaire (2)	1,382.0	1,516.7	1,814.4	1,814.4
Autres postes nets (3)	203.6	98.5	128.0	128.0
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-7.9	-7.9	-7.9	-10.8
Total des contreparties de M2 (4)	6,394.3	7,375.2	8,966.0	10,171.5

Source : Banque Centrale